COI Focus

NIGER
Situation sécuritaire

20 juin 2019 (mise à jour)	Cedoca	Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.
Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.
Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.
La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.
The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.
All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.
This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Contenu

Liste des sigles utilisés **3**
Introduction **5**
1. Bref historique **6**
2. Etat du conflit **7**
3. Parties en présence **10**
3.1. Forces internationales 10
3.2. Forces nationales 12
3.2.1. Forces de sécurité intérieure (FSI) 12
3.2.2. Forces armées nigériennes (FAN) 13
3.3. Groupes terroristes 14
3.3.1. Boko Haram 14
3.3.2. Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) 15
3.3.3. Groupes djihadistes actifs à la frontière burkinabè 16
3.4. Groupes armés sur base communautaire 16
3.5. Groupes criminels 17
4. Typologie de la violence **17**
4.1. Attaques terroristes 17
4.2. Violences intercommunautaires 19
4.3. Banditisme 21
5. Cibles de la violence **23**
5.1. Civils 23
5.2. Forces de défense et de sécurité 23
6. Répartition géographique **24**
7. Déplacements de population **28**
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne **30**
8.1. Besoin d'assistance humanitaire 30
8.2. Ecoles 31
8.3. Liberté de mouvement 32
Résumé **33**
Bibliographie **34**

Liste des sigles utilisés

AA	Anadolu Agency
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AI	Amnesty International
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
BBC	British Broadcasting Corporation
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
DCAF	Centre for the Democratic Control of Armed Forces
DRC	Danish Refugee Council
EI	Etat islamique
EIGS	Etat islamique dans le Grand Sahara
EUCAP	European Union Capacity Building Mission
FAN	Forces armées nigériennes
FLM	Front de libération du Macina
FMES	Fondation méditerranéenne d'études stratégiques
FMM	Force multinationale mixte (Multinational Joint Task Force, MNJTF)
FSI	Forces de sécurité intérieure
GANE	Groupes armés non étatiques
GATIA	Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés
GRIP	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HD	Centre pour le dialogue humanitaire (Centre for Humanitarian Dialogue)
ICG	International Crisis Group
ISSAT	International Security Sector Advisory Team
MSA	Mouvement pour le salut de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)
ONU	Organisation des Nations unies
PDI	Personnes déplacées internes
PNDS	Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune

RFI	Radio France internationale
RRM	Mécanisme de réponse rapide
UE	Union européenne
UNOWAS	Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (United Nations Office for West Africa and the Sahel)
VOA	Voice of America
WANEP	Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix

Introduction

L'objectif de la présente recherche consiste à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire au Niger. Elle porte en particulier sur la période allant du 1er février 2018 au 30 avril 2019. Ce document constitue une mise à jour de deux COI Focus distincts : le COI Focus *Niger. Situation sécuritaire* du 23 mai 2016 et le COI Focus *Niger. Addendum. Situation sécuritaire du 1er mai 2016 au 31 janvier 2018* du 20 février 2018.

L'analyse se compose de huit parties. La première rappelle brièvement les origines du conflit, la deuxième donne un aperçu de la situation politique et sécuritaire depuis le début de l'année 2018. Le troisième chapitre rappelle quelles sont les parties en présence : forces internationales, forces nationales de défense et de sécurité, groupes armés terroristes, milices communautaires et groupes criminels. Les trois chapitres suivants sont consacrés successivement à la typologie, aux cibles et à la répartition géographique de la violence. Les déplacements de population occasionnés par la violence et l'impact de cette dernière sur la vie quotidienne font l'objet des deux derniers chapitres.

Parmi les sources consultées pour élaborer ce document figurent les rapports périodiques du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) concernant les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (United Nations Office for West Africa, UNOWAS) parus en 2018 et les rapports d'agences des Nations unies, comme le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA). Le Cedoca s'est également basé sur des rapports produits par des centres de recherche spécialisés, en particulier une étude réalisée en octobre 2018 par l'Equipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (The International Security Sector Advisory Team, ISSAT)[1] et un rapport de janvier 2018 de l'institut Small Arms Survey consacré aux types de violence armée ayant cours au Niger[2]. Le Cedoca a aussi consulté les notes d'analyse du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) consacrées à la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest de même qu'un rapport de juin 2018 de l'International Crisis Group (ICG), une ONG internationale impliquée dans la prévention et la résolution des conflits armés, consacré à la situation sécuritaire à la frontière entre le Niger et le Mali. Enfin, la presse internationale et locale ont constitué une source importante d'informations. La recherche documentaire a été clôturée le 2 mai 2019. Toutefois, les autorités nigériennes ayant décidé de proroger l'état d'urgence dans certains départements en juin 2019, soit au moment de la publication de ce document, le Cedoca a mis à jour les informations à ce propos.

Les conditions de sécurité au Niger font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

[1] L'ISSAT a été créée en 2008 en Suisse afin de renforcer la capacité de la communauté internationale pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité et la justice, principalement dans des pays affectés par les conflits et fragilisés. Voir : ISSAT [site web], 2019, url

[2] Small Arms Survey fournit une expertise sur tous les aspects des armes légères et de la violence armée. En tant que centre d'excellence mondial, Small Arms Survey génère des connaissances et des analyses factuelles, impartiales et pertinentes pour les politiques sur les questions relatives aux armes légères et à la violence armée, à l'intention des gouvernements, des décideurs, des chercheurs et de la société civile. Voir : Small Arms Survey [site web], s.d., url

1. Bref historique

Le 18 février 2010, le président Mamadou Tandja est renversé par un coup d'état militaire après qu'il a tenté de se maintenir au pouvoir au-delà de la limite de deux mandats fixée par la constitution[3]. Des élections législatives et présidentielles ont lieu le 31 janvier 2011[4]. Mahamadou Issoufou, du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), opposant historique de Mamadou Tandja, est élu président de la République le 12 mars 2011[5].

Dans une note d'analyse d'avril 2015, le GRIP rappelle que le gouvernement d'Issoufou à peine installé a dû faire face à la dégradation de la situation sécuritaire dans trois pays voisins résultant de la guerre civile en Lybie fin 2011, du conflit au Mali en 2012, de la présence d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Mali et de Boko Haram au nord du Nigéria. Le Niger est par ailleurs confronté au développement de l'économie criminelle, en particulier dans la zone saharienne[6]. En septembre 2011 déjà, après le renversement du chef de l'Etat libyen Mouammar Khadafi, le président Issoufou avait attiré l'attention internationale sur le risque de déstabilisation des Etats sahéliens causé par l'« open bar dans l'arsenal libyen »[7]. Le GRIP rapporte qu'au prix d'importants efforts sécuritaires, le Niger a résisté au risque de propagation du conflit sur son territoire[8].

Carte de la zone sahélo-saharienne[9]

En février 2015, le sud-est du Niger est visé par des attaques du groupe djihadiste nigérian Boko Haram[10]. Le 9 février 2015, le Parlement autorise à l'unanimité l'envoi de troupes au Nigéria pour participer à une Force multinationale mixte (FMM)[11] composée des pays du bassin du lac Tchad (Nigéria, Niger, Tchad et Cameroun) chargée de combattre les islamistes[12]. Depuis 2017, le Niger fait par ailleurs partie avec le Tchad, la Mauritanie, le Mali et le Burkina Faso du G5 Sahel[13]. Il s'agit d'une

[3] République française, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 18/04/2018, url
[4] GRIP (Deltenre D.), 07/04/2015, p. 2, url
[5] RFI, 14/03/2011, url
[6] GRIP (Deltenre D.), 07/04/2015, p. 2, url
[7] RFI, 20/09/2011, url
[8] GRIP (Deltenre D.), 07/04/2015, p. 5, url
[9] PCF, s.d., url
[10] Libération, 06/02/2015, url
[11] En anglais, the Multinational Joint Task Force (MNJTF)
[12] BBC, 09/02/2015, url
[13] France diplomatie, 18/04/2018, url

force militaire conjointe chargée de lutter contre les réseaux terroristes et extrémistes violents, la prolifération d'armes et la criminalité transnationale organisée[14].

2. Etat du conflit

Mahamadou Issoufou a été réélu pour un second mandat au terme d'élections présidentielles couplées à des législatives qui se sont tenues en février et mars 2016[15].

Un rapport de l'ISSAT d'octobre 2018 souligne que le secteur de la sécurité est une des priorités de l'administration Issoufou. Dans son programme politique intitulé *Renaissance acte 2* qui couvre la période 2016-2022[16], le gouvernement a mis l'accent sur la lutte contre le terrorisme et le contrôle des flux migratoires[17].

Depuis 2015, le Niger est confronté à l'insécurité et à des incursions de groupes armés djihadistes sur son territoire. Selon un rapport de juin 2017 sur la situation sécuritaire au Niger publié par l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et répertorie les informations concernant les conflits, deux zones sont particulièrement touchées par les incidents sécuritaires : les régions de Diffa et de Bosso (sud-est), à proximité du Nigéria, visées par des attaques de Boko Haram, et les régions de Tahoua et de Tillaberi (ouest), proches du Burkina Faso et du Mali, où divers groupes terroristes sont actifs[18]. Dans la région de Diffa, l'état d'urgence est en vigueur depuis février 2015. A Tahoua et Tillaberi, il est régulièrement prorogé dans plusieurs départements depuis mars 2017[19]. Invoquant une situation sécuritaire « fragile » en raison de la persistance de la menace terroriste, le gouvernement a décidé en mars 2019 de reconduire l'état d'urgence pour trois mois dans les régions de Diffa, Tillaberi et Tahoua[20]. Il a à nouveau été prorogé pour trois mois à compter du 18 juin 2019[21].

Durant l'année 2018, les autorités nigériennes ont participé à des campagnes contre les groupes terroristes aux frontières avec le Mali, le Nigéria, le Cameroun et le Tchad[22]. Le Niger a signé en mai 2018 un accord de coopération sécuritaire avec la Libye, le Tchad et le Soudan pour lutter contre le terrorisme et les réseaux criminels. Les pays signataires s'engagent à coopérer dans le partage d'informations et autorisent les forces de chaque Etat à user du droit de poursuite permettant de pénétrer à l'intérieur du territoire d'un pays partenaire pour y pourchasser les groupes terroristes et criminels[23]. Confronté à des enlèvements, le Niger a renforcé à partir de juin 2018 ses patrouilles le long de la frontière avec le Nigéria. Les deux pays ont également signé un accord de coopération afin de mutualiser leurs efforts pour réduire le terrorisme et les crimes transfrontaliers[24].

[14] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/03/2017, p. 6, url
[15] USDOS, 03/2019, url ; RFI, 22/03/2016, url
[16] Renaissance acte 1 couvrait la période 2011-2015.
[17] ISSAT, 05/10/2018, url
[18] ACLED (Vannice C.), 20/06/2017, url
[19] Niger Focus, 15/06/2018, url
[20] AA (Ben Ahmed L.), 17/03/2019, url
[21] Xinhua via French People, 15/06/2019, url
[22] USDOS, 03/2019, url
[23] RFI, 02/06/2018, url
[24] RFI, 26/08/2018, url

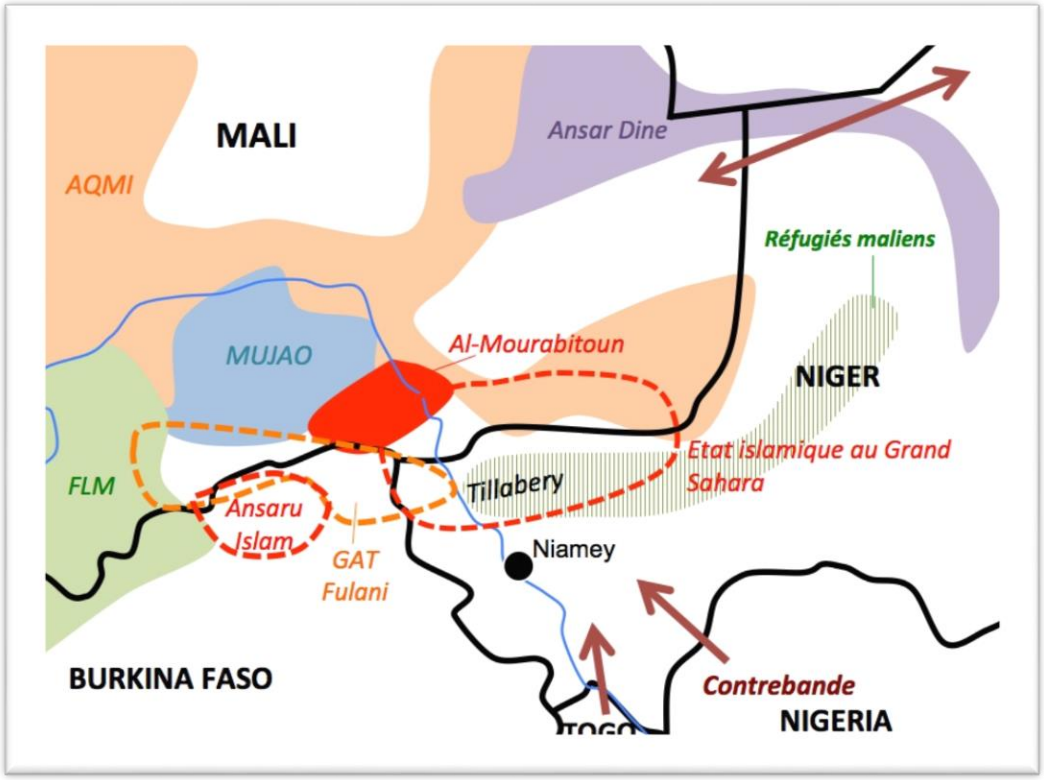
Régions du Niger (sept régions + la communauté urbaine de Niamey)[25]

Suite à une augmentation du nombre d'attaques terroristes dans la région de Tillaberi, l'armée nigérienne a mené en novembre 2018 plusieurs opérations qui ont permis la destruction de camps djihadistes dans la zone de Torodi (sud-ouest). Le Niger a également déployé à la frontière burkinabè un bataillon tactique fort de 200 hommes. Une autre offensive de l'armée nigérienne a permis de repousser hors de la région de Tillaberi les groupes djihadistes maliens qui s'y étaient installés[26]. Les présidents du Niger, du Nigéria et du Tchad et le Premier ministre camerounais se sont réunis à N'Djamena (Tchad) le 15 décembre 2018 pour un sommet consacré à la lutte contre Boko Haram. Ils ont notamment demandé à leurs partenaires internationaux une augmentation de l'aide financière accordée à la force régionale qui combat Boko Haram[27].

Le Secrétaire général de l'ONU, dans son rapport périodique de novembre 2018, mentionne que les conditions de sécurité dans la zone de la triple frontière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger se sont considérablement détériorées durant les six derniers mois[28]. Cette région qui était déjà le « théâtre d'attaques, d'assassinats ciblés et d'enlèvements fréquents » est en passe de devenir « un

[25] Cartes du monde, s.d., url ; République du Niger, Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, 2015, url
[26] Africa Radio, 03/11/2018, url ; GRIP (Nsimba J.), 15/01/2019, p. 16, url ; Jeune Afrique, 13/11/2018, url
[27] Jeune Afrique, 15/12/2018, url
[28] Nations unies, 12/11/2018, p. 2, url

sanctuaire de groupes terroristes et criminels », selon les déclarations du chef d'état-major de l'armée nigérienne, lors d'une réunion du G5-Sahel à Niamey en octobre 2018[29].

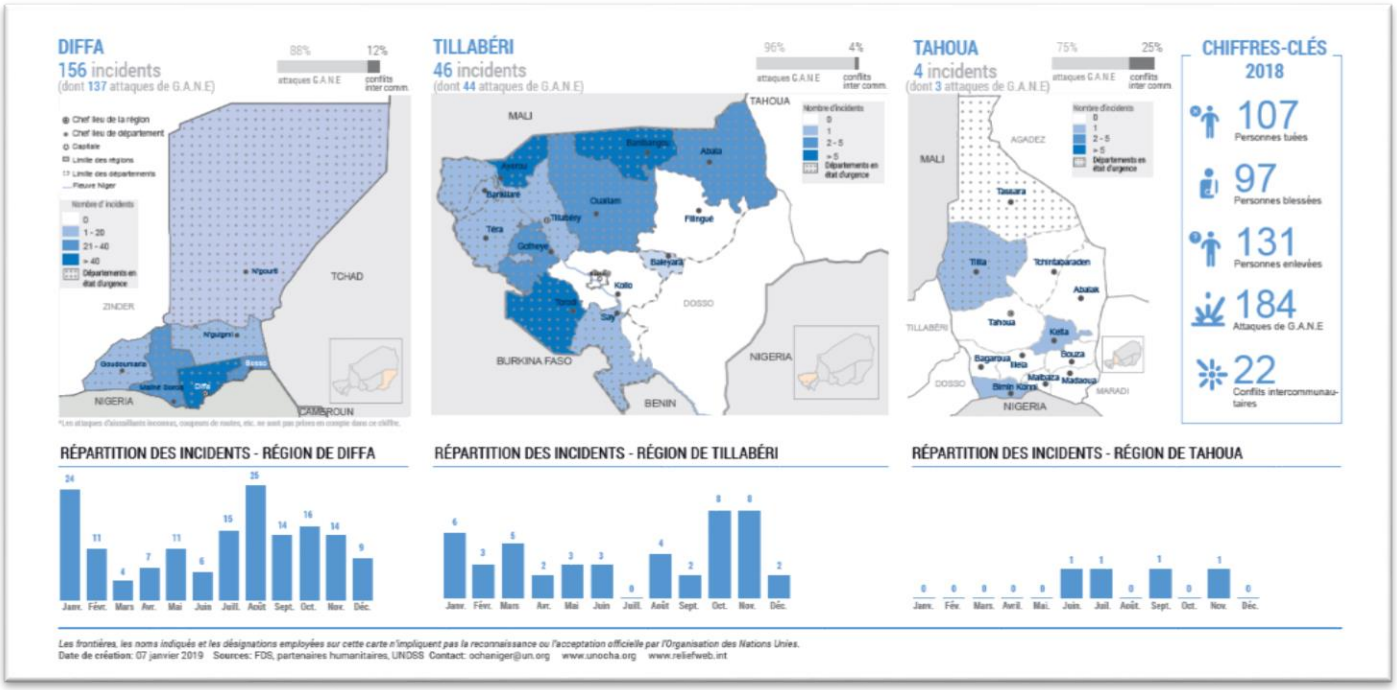


Zone des trois frontières (Niger-Mali-Burkina Faso)[30]

Un bilan réalisé par l'OCHA et commenté par la presse nigérienne indique que, durant l'année 2018, 107 personnes ont été tuées, 97 autres blessées et 131 enlevées dans 206 incidents sécuritaires. Il s'agit principalement d'attaques perpétrées par des groupes armés non étatiques (GANE) (184 incidents) et de conflits intercommunautaires (22 incidents). Par ordre d'importance, les régions impactées sont celles de Diffa (frontière avec le Nigéria) ciblée par 156 incidents dont 137 attaques de GANE et dix-neuf incidents communautaires, celle de Tillaberi (frontière avec le Mali et le Burkina Faso), touchée par 46 incidents dont 44 attaques de GANE et deux incidents communautaires, et de Tahoua (frontière avec le Mali), visée par quatre incidents dont trois attaques de GANE et un incident communautaire. A Diffa, les attaques du groupe Boko Haram ont visé les civils et les forces de défense et de sécurité. Dans la zone frontalière avec le Burkina Faso, les incidents de sécurité ont surtout consisté en assassinats, enlèvements, menaces contre certains villages et conflits intercommunautaires. La zone nord, frontalière avec le Mali, a surtout été affectée par des incursions de groupes armés djihadistes, des enlèvements et des violences communautaires[31]. Dans la région de Diffa (sud-est), le nombre d'attaques de Boko Haram a diminué en 2017 et pendant la première partie de 2018 mais est reparti à la hausse fin de l'année 2018 et début 2019, selon un rapport d'avril 2019 de l'ACAPS, une ONG norvégienne spécialisée dans l'évaluation et l'analyse des besoins humanitaires[32]. Selon des informations de l'ONU reprises par l'ACAPS, au moins 52 incidents violents

[29] France Info (Lachkar M.), 07/11/2018, url ; VOA, 06/11/2018, url
[30] Géoculture, 05/12/2018, url
[31] OCHA, 31/12/2018, url ; Niger Express (Amadou H.), 10/02/2019, url
[32] ACAPS, 05/04/2019, url

attribués à Boko Haram ont eu lieu dans la région de Diffa entre novembre 2018 et janvier 2019 (quinze en novembre 2018, dix-sept en décembre 2018 et vingt en janvier 2019). En mars 2019, 21 attaques ont été enregistrées, faisant au moins 88 morts parmi les civils. La source indique, à titre de comparaison, que durant toute l'année 2018, les violences avaient conduit à la mort de 107 civils[33].



Carte des incidents sécuritaires dans les régions de Diffa, Tillaberi et Tahoua en 2018[34]

3. Parties en présence

3.1. Forces internationales

Un rapport du GRIP de novembre 2016 indique que la France dispose de bases militaires au Niger faisant partie de l'opération française Barkhane[35]. Le dispositif Barkhane dont la mission est de lutter contre le terrorisme et les groupes djihadistes dans le Sahel a été lancé en août 2014 et couvre cinq pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad)[36]. En janvier 2019, il est fort de 4.500 militaires, selon des chiffres du ministère français de la Défense repris par la presse[37].

Le Niger fait partie du G5 Sahel, avec le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie. Au milieu de l'année 2018, les forces du G5 Sahel appuyées par Barkhane avaient mené trois opérations dans la zone des trois frontières, entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso[38]. Le G5 Sahel a suspendu ses activités après une attaque djihadiste contre son quartier général de Sévaré (Mali), le 29 juin 2018.

[33] ACAPS, 05/04/2019, url
[34] OCHA, 31/12/2018, url
[35] GRIP (Berghezan G.), 07/11/2016, pp. 9-10, url
[36] Jeune Afrique, 19/05/2017, url ; Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, url
[37] Jeune Afrique, 20/01/2019, url
[38] Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 48, url

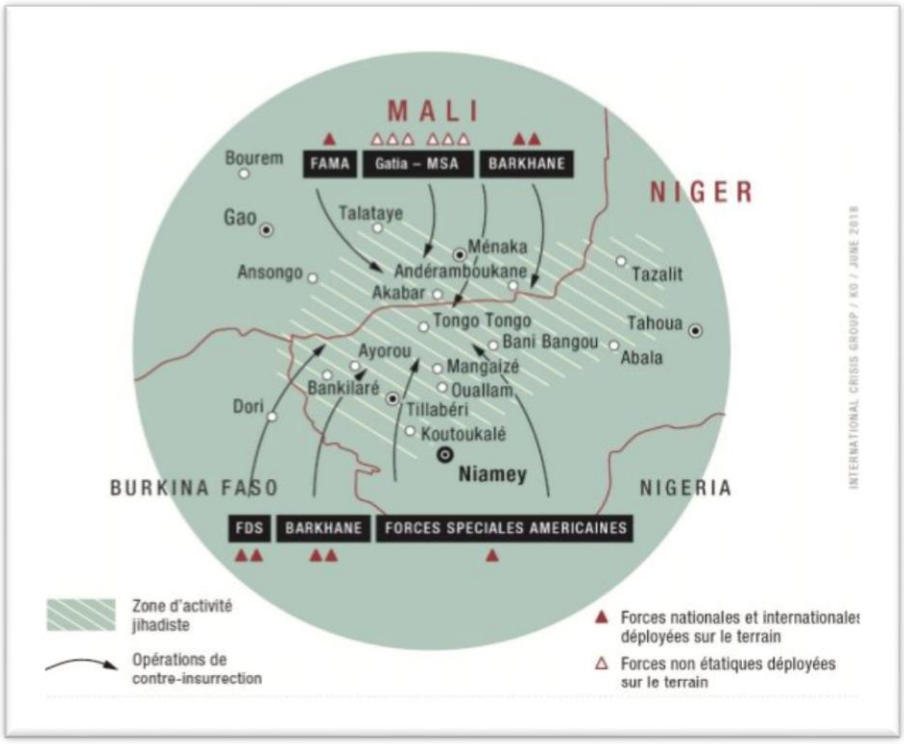
En janvier 2019, la presse internationale a annoncé la reprise de ses opérations[39]. Lorsqu'il sera totalement opérationnel, le G5 Sahel sera composé de 5.000 hommes[40].

Depuis 2015, le Niger fait partie de la FMM qui regroupe les pays du bassin du lac Tchad (Tchad, Cameroun, Niger, Nigéria). La force est composée de 8.000 hommes, selon un document officiel de 2018 émanant des autorités nigériennes[41]. Le rapport du Secrétaire général de l'ONU de juin 2018 souligne l'intensification des interventions de la FMM pour réduire les moyens opérationnels et la zone d'action de Boko Haram[42].

Les Etats-Unis et la France sont militairement présents au Niger. Un article de La Libre Afrique de janvier 2018 indique que les deux puissances possèdent une base sur l'aéroport de Niamey d'où des avions de chasse et des drones opèrent[43]. Outre celle de Niamey, la France possède aussi une base aérienne à Madama, dans le nord du pays, selon un article paru dans Les Echos du 3 janvier 2019[44]. Radio France internationale (RFI) annonce, en décembre 2017, la signature entre le Niger et les Etats-Unis d'un accord autorisant l'armement des drones américains jusqu'alors déployés sur le territoire nigérien dans un but d'observation[45]. Début février 2019, le site The Defense Post mentionne l'inauguration d'un centre de communication et d'opérations destiné à l'armée nigérienne entièrement financé par les Etats-Unis. La source ajoute que ces derniers ont déjà fourni au Niger des avions de surveillance Cessna C-208, des véhicules blindés et autres équipements. Les États-Unis construisent également une base aérienne dans les environs d'Agadez (coût estimé : 110 millions de dollars) qui devrait être opérationnelle dans le courant de l'année 2019. Elle abritera des drones et des avions de combat et sera à même de lancer des missions de frappe et de surveillance en Afrique de l'Ouest. La source estime que le dispositif militaire américain au Niger est constitué de 800 hommes[46]. La presse mentionne encore l'inauguration et l'ouverture d'un camp militaire allemand au Niger en novembre 2018. Elle précise à cette occasion que près de 900 soldats allemands sont déployés dans la région du Sahel dont 40 au Niger afin de participer à la lutte contre le terrorisme et les migrations illégales[47].

La présence de bases militaires étrangères sur le sol nigérien a été remise en cause lors de manifestations organisées dans la capitale en février 2018 et en mars 2019, à l'appel de l'opposition politique, d'organisations de la société civile et de syndicats[48].

[39] Jeune Afrique, 20/01/2019, url
[40] Jeune Afrique, 20/01/2019, url
[41] Présidence de la République du Niger, 2018, url
[42] Nations unies, 29/06/2018, p. 6, url
[43] La Libre Afrique, 01/01/2018, url
[44] Les Echos (Bourdillon Y.), 03/01/2019, url
[45] RFI, 02/12/2017, url
[46] The Defense Post, 04/02/2019, url
[47] Intellivoire, 11/11/2018, url
[48] Réseau International, 27/02/2018, url ; AA (Chahed N.), 16/03/2019, url



Présence des forces nationales et internationales à la frontalière Niger-Mali[49]

3.2. Forces nationales

3.2.1. Forces de sécurité intérieure (FSI)

Le Niger dispose de trois forces de sécurité principales : la police nationale, la gendarmerie nationale et la garde nationale du Niger, selon le rapport de l'ISSAT d'octobre 2018[50].

La police dépend du ministère de l'Intérieur. Elle est notamment responsable de la sécurité dans les centres urbains, de la protection des bâtiments gouvernementaux et des institutions ainsi que de la sécurité des membres du gouvernement. En 2017, ses effectifs étaient de 8.540 policiers, tous grades confondus[51].

La gendarmerie dépend du ministère de la Défense. Sa mission est d'assurer la défense territoriale et le maintien de l'ordre tout en assurant des activités policières. En 2017, ses effectifs étaient de 7.200 personnes, tous grades confondus. La présence de la gendarmerie aux frontières a été renforcée en raison de l'augmentation des activités criminelles[52]. Un document officiel de la présidence nigérienne de 2018 mentionne la création de postes frontaliers de sécurité et d'unités de protection civile dans les régions de Maradi, Agadez, Tillabéry, Diffa et Zinder[53].

[49] Jeune Afrique (Jézéquel J.-H.), 19/06/2018, url
[50] ISSAT, 05/10/2018, url
[51] ISSAT, 05/10/2018, url
[52] ISSAT, 05/10/2018, url
[53] Présidence de la République du Niger, 2018, url

La garde nationale dépend du ministère de l'Intérieur. Elle est responsable de la sécurité dans les zones rurales ainsi que de la surveillance des prisons. En 2017, ses effectifs étaient de 9.000 agents[54].

Le rapport de l'ISSAT mentionne que le secteur de la sécurité bénéficie de contributions de la communauté internationale, que ce soit en matière de formation, d'assistance technique et d'appui logistique. La source mentionne l'European Union Capacity Building Mission (EUCAP) Sahel Niger ainsi que la coopération bilatérale avec la France, l'Allemagne et les Etats-Unis[55]. La mission EUCAP Sahel Niger s'inscrit dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne (UE). La mission a été lancée au Niger en 2012 afin de conseiller et former les forces nigériennes en matière de sécurité, de lutte contre le terrorisme et le crime organisé. A partir de 2016, un volet concernant la migration irrégulière a été ajouté. En septembre 2018, le Conseil européen a prorogé le mandat de la mission pour deux ans et fixé son budget à plus de 63 millions d'euros. Le siège d'EUCAP Sahel Niger se trouve à Niamey. La mission est constituée d'une cinquantaine d'experts internationaux provenant des différents pays de l'UE[56].

3.2.2. Forces armées nigériennes (FAN)

Les FAN dépendent du ministère de la Défense. L'effectif des FAN est estimé entre 15.000 et 20.000 hommes[57].

Le rapport de l'ISSAT indique que pour faire face à la menace terroriste, le Niger n'a cessé d'augmenter son budget défense depuis plusieurs années[58]. Selon un article de septembre 2018 rédigé par l'Institut méditerranéen des hautes études stratégiques (FMES), le pays consacre 14,8 % de son budget à la sécurité et à la défense ce qui, dans un contexte sécuritaire qui ne cesse de se dégrader, est insuffisant. Le Niger a donc besoin d'une aide extérieure. La source rappelle que le Niger est le pays le plus pauvre du monde derrière la République centrafricaine, selon une évaluation du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) en 2017[59].

Le président Issoufou a annoncé début janvier 2018 le « […] renforcement de l'armée et la création d'infrastructures militaires pour améliorer la lutte contre les organisations terroristes et criminelles, notamment les groupes djihadistes sahéliens et Boko Haram »[60]. L'armée nigérienne mène également des opérations militaires d'envergure. En décembre 2018, une offensive aérienne et terrestre dans la région du lac Tchad a permis de neutraliser près de 300 éléments de Boko Haram[61]. Certaines opérations sont conjointes avec la force française Barkhane. Ainsi, fin décembre 2018, une action commune a permis de neutraliser une quinzaine de terroristes de l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) à l'ouest du pays[62]. Le rapport de 2018 de la présidence nigérienne mentionne le redéploiement des FAN et de la garde nationale dans les zones considérées comme sensibles, notamment les régions de Tillaberi et de Diffa et à proximité des sites pétroliers[63].

Mohammed Ibn Chambas, le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef du bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel soulignait devant le Conseil de sécurité de l'ONU

[54] ISSAT, 05/10/2018, url
[55] ISSAT, 05/10/2018, url
[56] FMES, 24/09/2018, url
[57] ISSAT, 05/10/2018, url
[58] ISSAT, 05/10/2018, url
[59] FMES, 24/09/2018, url
[60] GRIP (de Labbey Q.), 09/04/2018, p. 14, url
[61] RFI, 30/01/2019, url
[62] Le Parisien, 30/12/2018, url
[63] Présidence de la République du Niger, 2018, url

en janvier 2019 la « mobilisation massive » des forces de sécurité et de défense nigériennes face à des défis sécuritaires importants[64].

3.3. Groupes terroristes

En septembre 2017, le ministre de l'Intérieur nigérien déclarait, lors d'une interview accordée au journal Le Monde, que la menace terroriste à laquelle le Niger était confronté se situait sur deux fronts : Boko Haram au sud-est et l'EIGS à l'ouest[65]. Dans son rapport paru en mars 2019, le département d'Etat américain mentionne ces mêmes groupes comme étant restés actifs en 2018 : Boko Haram à l'est et des groupes terroristes liés au conflit malien à l'ouest du pays. La source ajoute que durant l'année 2018, le Niger craignait par ailleurs la menace de groupes djihadistes implantés au Burkina Faso[66].

3.3.1. Boko Haram

Boko Haram a été créé en 2002 dans le nord du Nigéria. Le groupe est présent au Nigéria, mais aussi dans le nord du Cameroun, au Niger et au Tchad. Boko Haram a prêté allégeance à l'Etat islamique (EI) en 2015[67]. La première attaque d'envergure du groupe sur le territoire nigérien a eu lieu en février 2015[68].

Le rapport de l'institut Small Arms Survey publié en janvier 2018 mentionne que plusieurs milliers de Nigériens[69] ont rallié Boko Haram, séduits par les discours de son fondateur, Mohamed Yusuf[70]. Le mouvement a incité les jeunes Nigériens de Diffa à s'enrôler en leur versant une allocation substantielle (jusqu'à 300.000 francs CFA par mois, soit 450 euros), selon le journal français Le Figaro dans un article de juillet 2018[71]. La localité de Diffa se situe à environ cinq kilomètres de la frontière nigériane. La chercheuse Savannah de Tessières[72] explique, dans le rapport de Small Arms Survey, que le soutien d'une partie de la population nigérienne au mouvement nigérian Boko Haram est dû au fait que, de part et d'autre de la frontière, les personnes appartiennent aux mêmes familles et aux mêmes tribus[73].

Les sources consultées parlent d'une scission du groupe en 2016, à la suite de divergences sur la question de son commandement[74]. Le site d'informations militaires Opex360, dans un article de juillet 2018, mentionne l'existence de deux factions de Boko Haram : le « canal historique » incarné par Abubacar Shekau, chef de Boko Haram depuis 2009 et une faction soutenue par Daesh[75], appelée Etat islamique en Afrique de l'Ouest[76].

Les opérations militaires menées contre Boko Haram au Niger ont eu pour conséquence une diminution des enrôlements dans le groupe et une augmentation du nombre de repentis. En décembre 2016, les

[64] Nations unies, 10/01/2019, url
[65] Le Monde (Le Cam M.), 15/09/2017, url
[66] USDOS, 03/2019, url
[67] The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url
[68] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, pp. 28-29, url
[69] L'auteur du rapport se base sur des interviews réalisées auprès de sources sécuritaires nigériennes mais précise que ces dernières ne disposent pas de chiffres exacts sur le phénomène.
[70] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, pp. 28-29, url
[71] Le Figaro, 04/07/2018, url
[72] Savannah de Tessières est consultante senior pour le Small Arms Survey et le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (UNDPKO), ancienne coordinatrice et experte en armes du Groupe d'experts de l'ONU sur la Libye.
[73] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, p. 29, url
[74] The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url ; RFI, 22/06/2016, url ; Les Yeux du Monde (Guillermin-Golet S.), 31/08/2016, url
[75] Ad-Dawla al-Islāmiyya (Daech) est le nom arabe de l'organisation État islamique (EI). Voir : Wikipedia, s.d., url
[76] Opex360 (Lagneau L.), 07/07/2018, url

autorités nigériennes ont annoncé le lancement d'un programme d'amnistie et de réinsertion pour les combattants qui décideraient de déposer les armes[77]. Des procès de membres présumés de Boko Haram ont par ailleurs été organisés. Le premier s'est tenu à Niamey en mars 2017. Il concernait 700 personnes qui, pour la plupart, avaient été arrêtées dans la région de Diffa à partir de 2013, selon le rapport annuel 2017-2018 d'Amnesty International (AI) pour le Niger[78]. Un nouveau procès de plusieurs centaines de militants de Boko Haram s'est tenu à Diffa en juillet 2018[79].

Dans un article publié en juin 2018, RFI explique que, depuis un an, le mode opératoire de Boko Haram a évolué et que l'usage des kamikazes s'est généralisé. La source relève aussi que les cibles de Boko Haram ont changé, le groupe s'en prenant davantage aux civils et moins aux forces de défense et de sécurité. Selon l'analyse faite par certains spécialistes, il s'agit là d'une preuve de l'affaiblissement du mouvement. Vincent Fouchner, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) français, interrogé par RFI, observe quant à lui que si Boko Haram montre des signes d'essoufflement suite aux attaques menées par les forces armées de la région du lac Tchad, cela ne signifie pas pour autant la disparition du mouvement. Celui-ci a en effet déjà été dispersé à plusieurs reprises par le passé avant de se reconstituer[80].

Début janvier 2019, l'armée nigérienne a annoncé la neutralisation de plusieurs centaines d'éléments du groupe dans la région de Diffa au cours d'opérations menées entre le 28 décembre 2018 et le 2 janvier 2019[81].

3.3.2. Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

L'EIGS a été créé en 2015 par le porte-parole du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Adnane Abu Walid Al-Sahrawi qui a fait allégeance à l'EI la même année[82]. Son ralliement a officiellement été acté en octobre 2016[83].

Un article de Huffpost de janvier 2018 mentionne que le groupe est actif dans une région située aux confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger, couramment appelée la « zone des trois frontières »[84].

The Humanitarian relève, dans son rapport de février 2018, que l'EIGS compte dans ses rangs bon nombre de Peuls nigériens qui sont depuis longtemps en conflit avec les Touaregs maliens[85]. Le rapport de Small Arms Survey de janvier 2018 mentionne que depuis le début de la crise malienne (2012), des Nigériens et surtout des jeunes Peuls ont été recrutés par des groupes terroristes actifs au Mali, comme AQMI, le MUJAO et Al-Murabitoune. Les tensions communautaires et les frustrations, ajoutées à la pauvreté et au sous-développement sont exploitées par les groupes djihadistes. Selon la source, les jeunes Peuls ne rejoignent pas ces groupes pour faire le djihad mais pour se protéger des Touaregs avec lesquels ils sont en conflit sur la question des ressources[86].

Fin de l'année 2017, l'EIGS s'allie au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Le GSIM résulte de la fusion, en 2017, de plusieurs groupes djihadistes présents au Mali : Ansar Dine, Al-

[77] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, pp. 29-30, url ; RFI, 29/12/2016, url
[78] AI, s.d., url
[79] Le Figaro, 04/07/2018, url
[80] RFI, 05/06/2018, url
[81] AA (Ben Ahmed L.), 03/01/2019, url
[82] The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url ; Huffpost, 14/01/2018, url
[83] Le 360 Afrique, 13/01/2018, url
[84] Huffpost, 14/01/2018, url
[85] The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url
[86] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, p. 30, url

Mourabitoune, AQMI et le Front de libération du Macina (FLM), aussi appelé Katibat Macina. Le GSIM est dirigé par le chef d'Ansar Dine, le touareg malien Iyad Ag Ghali[87].

Alors que le GSIM est surtout actif dans le nord et le centre du Mali, l'EIGS est présent à la frontière entre le Mali et le Niger[88]. Les deux groupes ont décidé de rester distincts tout en menant des actions communes[89]. Selon un communiqué du porte-parole de l'EIGS rapporté par la presse début janvier 2018, l'une de ces stratégies communes consiste à repousser la force du G5 Sahel hors de la zone des trois frontières[90].

3.3.3. Groupes djihadistes actifs à la frontière burkinabè

Un article signé par le journaliste français Michel Lachkar pour France Info en novembre 2018 rapporte que le Niger subit également depuis quelques mois les attaques répétées de groupes venus du Burkina Faso. Selon les propos du ministre de l'Intérieur nigérien repris par la source, l'armée nigérienne a détruit, fin octobre-début novembre 2018, plusieurs camps de djihadistes dans le sud-ouest du pays, à la frontière burkinabè. Les groupes terroristes qui ont comme point d'ancrage la préfecture de Torodi, le long de la frontière avec le Burkina Faso, ont la même filiation idéologique que les groupes actifs dans le nord du Burkina Faso, notamment Ansarul Islam créé par le prêcheur burkinabè Ibrahim Dicko, lui-même proche du prédicateur malien Hamadoun Koufa, fondateur de la Katibat djihadiste Macina[91].

3.4. Groupes armés sur base communautaire

Dans un rapport de juin 2018 sur la situation sécuritaire à la frontière entre le Niger et le Mali, ICG écrit : « [l]e recours à des groupes armés à base communautaire a accru les violences entre communautés et sans doute fait le jeu des jihadistes »[92].

Dans son rapport, ICG explique la genèse de ces groupes armés à la frontière entre le Niger et le Mali :

> « Au cours des deux dernières décennies, les violences en zone rurale se sont aggravées à la frontière entre le Mali et le Niger, sur fond de rivalités entre communautés pour le contrôle de l'espace et de difficulté des Etats à réguler les conflits locaux. Dans le sillage des rébellions arabo-touareg des années 1990 et 2000, l'accès aux armes de guerre a changé la nature de la violence et l'a rendue beaucoup plus meurtrière. Peu à peu, une génération de jeunes hommes vivant du métier des armes s'est constituée dans cette région. Ces derniers sont principalement issus des communautés nomades (notamment touareg, dossaak et peul). Des entrepreneurs politiques les ont utilisés pour constituer des milices communautaires, essentiellement au Mali mais aussi au Niger, avec la milice peul du Nord-Tillaberi, une région frontalière du Nord-Ouest du Niger particulièrement affectée par la violence. Ces groupes disent défendre les intérêts de populations nomades marginalisées, mais ils ont souvent un comportement prédateur et font pression sur l'Etat pour obtenir des prébendes »[93].

[87] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/03/2017, p. 8, url ; Long War Journal (Joscelyn T.), 13/03/2017, url
[88] Opex360 (Lagneau L.), 13/01/2018, url
[89] GRIP (Ghys M.), 11/01/2018, p. 10, url
[90] Le 360 Afrique, 13/01/2018, url
[91] France Info (Lachkar M.), 07/11/2018, url
[92] ICG, 12/06/2018, url
[93] ICG, 12/06/2018, url

3.5. Groupes criminels

Jérôme Tubiana, chercheur au centre Small Arms Survey, rapporte dans une interview à RFI en juin 2018 que des groupes criminels sévissent au Niger, à plus de 400 kilomètres au nord-est d'Agadez, dans une région proche de la Libye et du Tchad et qu'ils franchissent les frontières sans encombre. Selon l'analyste, les services de sécurité ne disposent pas de chiffres sur le nombre d'hommes constituant ces bandes criminelles. La majorité d'entre eux sont des déserteurs de l'armée tchadienne, d'anciens rebelles tchadiens et soudanais dont certains ont été mercenaires en Libye. D'autres sont des chercheurs d'or nigériens, des passeurs de migrants ou encore des individus impliqués dans des trafics de drogue. Ces groupes criminels affrontent régulièrement l'armée nigérienne au cours d'accrochages violents[94].

4. Typologie de la violence

Le rapport de janvier 2018 de l'institut Small Arms Survey répertorie trois types de violence armée ayant cours au Niger : le terrorisme, les conflits communautaires et le banditisme[95]. Le Cedoca a choisi de reprendre la catégorisation faite par Small Arms Survey. Le relevé des incidents figurant dans ce chapitre ne prétend pas à l'exhaustivité, il vise uniquement à illustrer les différents types de violence.

4.1. Attaques terroristes

Dans son rapport périodique sur les activités du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel pour la période de janvier à juin 2018, le Secrétaire général de l'ONU indique que dans plusieurs pays de la zone sahélienne (au Niger, mais aussi au Burkina Faso, au Mali et au Nigéria), « [..] des groupes armés extrémistes et violents […] » ont perpétré « […] des attaques terroristes asymétriques » contre les forces de sécurité nationales et internationales, les autorités locales et la population civile […] ». Concernant plus particulièrement le Niger, la source précise que « […] la présence de groupes armés non étatiques s'est renforcée dans la région occidentale de Tillaberi, où des activistes affiliés à l'Etat islamique du Grand Sahara s'en sont pris aux services de sécurité et d'autres cibles. […] Dans la région de Diffa, les attaques menées par la faction 'Province d'Afrique de l'Ouest de l'Etat islamique' du groupe Boko Haram ont été signalées en moins grand nombre […] ». La source ajoute que les groupes terroristes ont de plus en plus souvent recours à des engins explosifs improvisés[96].

Le bilan de l'OCHA pour l'année 2018 mentionne que sur un total de 206 incidents sécuritaires, 184 ont été constitués par des attaques de groupes armés non étatiques[97].

Le 12 mars 2018, le poste de gendarmerie de Goubé, un village situé dans la région de Tillaberi (ouest) à une quarantaine de kilomètres au nord de Niamey, est attaqué par des éléments d'un groupe terroriste. Le bilan est de trois gendarmes tués[98]. Selon des informations d'une radio privée locale rapportées par Jeune Afrique, les assaillants ont ensuite fui en direction du Mali[99].

Le 4 juin 2018, trois kamikazes de Boko Haram (deux femmes et un homme) se font exploser à Diffa. L'une des attaques a eu lieu à proximité d'une école coranique, dans le vieux quartier de Diffa, fort

[94] RFI, 11/06/2018, url
[95] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, p. 14, url
[96] Nations unies, 29/06/2018, pp. 4-5, url
[97] OCHA, 31/12/2018, url
[98] VOA, 13/03/2018, url
[99] Jeune Afrique, 14/03/2018, url

fréquenté durant le mois de ramadan. Les deux autres ont eu lieu à proximité d'une mosquée et d'un marché. Le bilan est de neuf morts et de 38 blessés[100].

Le 1er juillet 2018, le groupe Boko Haram attaque une position militaire à Bla Brin, dans la zone de N'Guigmi, dans la région de Diffa (sud-est). Un bilan provisoire du ministère de la Défense repris par la presse fait état de dix soldats nigériens tués, trois blessés et quatre disparus[101].

Dans la nuit du 19 au 20 juillet 2018, une position militaire située à Baroua, dans la zone de N'Guigmi (sud-est) est investie par des éléments de Boko Haram. Le bilan est d'un militaire tué et de deux blessés[102].

Début août 2018, un accrochage a lieu entre l'armée et des assaillants non identifiés à Inatès (ouest), le long de la frontière avec le Mali. Un soldat est tué, un autre blessé[103].

Dans la nuit du 8 au 9 août 2018, des individus armés appartenant à Boko Haram attaquent la localité de Toumour, dans le département de Bosso, région de Diffa (sud-est). Une personne est tuée et plusieurs échoppes de commerçants sont vandalisées[104].

Le 17 novembre 2018, des djihadistes attaquent un détachement de la gendarmerie positionné au poste frontalier de Makalondi (frontière avec le Burkina Faso). Deux gendarmes sont tués, un autre blessé, tandis qu'un dernier est porté disparu[105].

Le 30 novembre 2018, des hommes armés soupçonnés d'être des terroristes attaquent le poste de police de la localité de Téra (sud-ouest), près de la frontière burkinabè, tuant un douanier. Le site d'informations Voice of America (VOA) qui rapporte l'information précise que cette attaque est survenue le jour même de l'instauration par le gouvernement de l'état d'urgence dans trois départements du sud-ouest du Niger voisins du Burkina Faso dont celui de Téra, dans une zone souvent confrontée à des attaques de groupes djihadistes[106].

Le 22 novembre 2018, le site d'une société française de forage située à Toumour, dans la région de Diffa (sud-est), est attaqué par des djihadistes de Boko Haram. Le bilan est de huit morts : sept employés de l'entreprise et un fonctionnaire du ministère de l'Hydraulique. La société effectuait des forages en vue d'alimenter en eau un camp de réfugiés[107].

Le 28 janvier 2019, des éléments de Boko Haram attaquent le village agricole de Bagara, non loin de Bosso (sud-est). Quatre agriculteurs sont tués. Les dégâts matériels sont importants (entrepôts et véhicules chargés de marchandises incendiés). RFI précise que cette zone du lac Tchad tire ses revenus de la culture du poivron et de la pêche[108].

Dans la nuit du 1er au 2 février 2019, le village de Bagué Djaradi, dépendant de la commune de Toumour, dans la région de Diffa, est attaqué par des combattants de Boko Haram. Le bilan donné par les autorités régionales fait état d'au moins six morts, tous civils[109].

Le 15 février 2019, une attaque de Boko Haram dans le village de Chétimari Wangou, dans la région de Diffa, se solde par la mort de sept soldats nigériens. Les forces nigériennes ont poursuivi les

[100] SlateAfrique, 05/06/2018, url ; RFI, 05/06/2019, url
[101] France 24, 02/07/2018, url
[102] ActuNiger, 22/07/2018, url
[103] ActuNiger, 02/08/2018, url
[104] ActuNiger, 10/08/2018, url
[105] ActuNiger, 18/11/2018, url
[106] VOA, 02/12/2018, url
[107] La Dépêche, 22/11/2018, url
[108] RFI, 30/01/2019, url
[109] Niamey et les 2 jours, 04/02/2019, url

assaillants à l'intérieur du territoire nigérian, ce qui a permis la neutralisation de plusieurs dizaines de terroristes et la récupération du matériel de l'armée nigérienne volé lors de l'assaut[110].

Mi-février 2019, deux femmes kamikazes font exploser leur charge à proximité d'un camp de réfugiés et d'une base de la gendarmerie nationale, faisant quatre victimes civiles (trois réfugiés et un villageois). Bon nombre d'observateurs pensent que les camps de réfugiés peuvent abriter des cellules dormantes de terroristes, selon ce que rapporte RFI[111].

Le 8 mars 2019, une position militaire à Gueskérou, commune située au nord-est de Diffa, à la frontière avec le Nigéria, est attaquée par des soldats de Boko Haram. Des renforts militaires réussissent à faire fuir les assaillants qui se replient vers le Nigéria. Le bilan est de sept gendarmes tués[112].

Le 26 mars 2019, la localité de N'Guigmi, dans la région de Diffa, est la cible d'un attentat suicide et d'une attaque de Boko Haram. Des assaillants investissent la localité et tirent sur des civils avant de s'enfuir. Dans le même temps, deux femmes kamikazes se font exploser, l'une sur une route entre un camp de gendarmerie, les bâtiments de la mairie et de la préfecture, l'autre à l'intérieur du camp de gendarmerie, dans la maison du gendarme où elle a pris en otage toute une famille. Le bilan est d'une dizaine de civils tués[113].

4.2. Violences intercommunautaires

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les activités du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2018, note que tout le Sahel a été affecté par des conflits violents entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires. Ces conflits « […] ont gagné en fréquence, en intensité, en complexité […] »[114]. Suite à une succession de violences à la frontière entre le Mali et le Niger début mai 2018, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), par la voix de son chef de mission au Niger, a qualifié la situation d' « explosive » et indiqué qu'il était nécessaire de différencier les violences intercommunautaires des violences terroristes. Selon ses propos repris par RFI : « […] le terrorisme dans ce contexte n'est pas le prisme le plus utile pour voir les choses. Il s'agit de communautés qui ont eu des problèmes dans le passé, qui continuent d'avoir des problèmes »[115]. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et le Danish Refugee Council (DRC), dans un rapport périodique de mai 2018 sur la situation sécuritaire et humanitaire dans la région de Tillaberi, indique : « [e]n dépit des efforts de pacifications déployées par l'Etat et ses partenaires, les rivalités qui existent depuis plusieurs années entre ces deux communautés (peulhs et touaregs) donnent très souvent lieu à des exactions et des vols de bétails de part et d'autre »[116].

Le rapport de janvier 2018 du Small Arms Survey qui se base sur un article du chercheur Yvan Guichaoua, spécialiste du Sahel et chercheur à l'université du Kent à Bruxelles, explique que les conflits communautaires à la frontière entre le Mali et le Niger résultent généralement de différends entre éleveurs et agriculteurs mais qu'ils peuvent aussi concerner des communautés d'éleveurs. Par exemple, le passage de la frontière malienne par les éleveurs peuls nigériens et leurs troupeaux engendre des conflits violents avec les éleveurs tamashek (touaregs) maliens. La présence de Boko Haram dans le sud-est du Niger et la réponse des services de sécurité ont par ailleurs accru les tensions entre communautés. L'important déplacement de personnes à l'intérieur du pays provoqué par les

[110] RFI, 17/02/2019, url
[111] RFI, 18/02/2019, url
[112] RFI, 09/03/2019, url ; Jeune Afrique, 09/03/2019, url
[113] Jeune Afrique, 27/03/2019, url
[114] Nations unies, 29/06/2018, p. 1, url
[115] RFI, 04/05/2018, url
[116] HCR, DRC, 05/2018, url

activités du groupe terroriste a fortement augmenté la pression sur les ressources naturelles. En 2015, lors du déplacement massif des populations vivant dans la zone du bassin du lac Tchad, le bétail a souvent été abandonné et volé par des groupes armés. Depuis lors, certaines communautés se sont organisées en milices d'autodéfense pour protéger leurs troupeaux, provoquant une augmentation de la violence. Enfin, la source explique que la plupart des jeunes Nigériens qui ont rejoint Boko Haram sont d'origine kanuri et buduma. Les personnes d'autres ethnies accusent de façon générale ces deux communautés de soutien à Boko Haram, provoquant des représailles violentes, en particulier quand des membres de Boko Haram ont violé ou kidnappé des femmes[117].

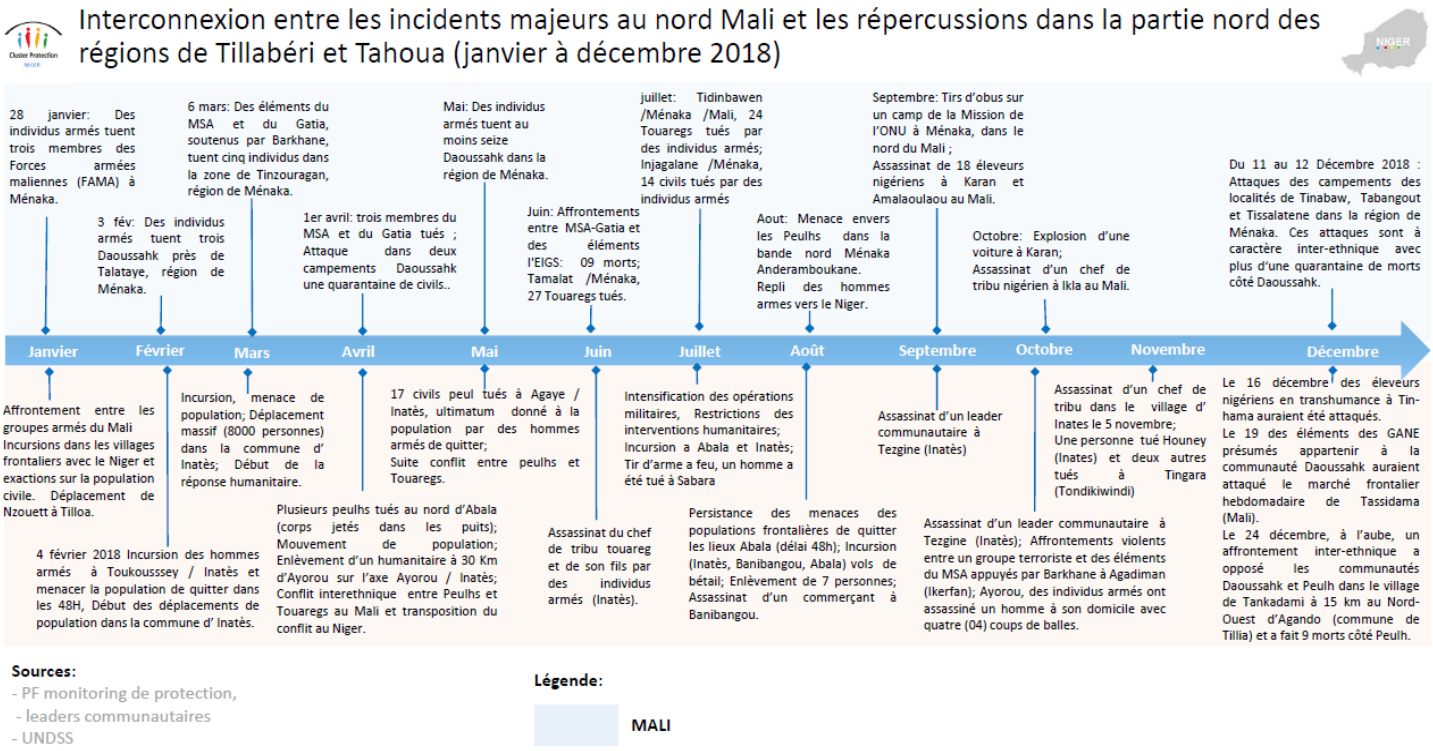
Sur un total de 206 incidents sécuritaires qui se sont produits au Niger en 2018, 22 étaient des conflits intercommunautaires, selon un bilan de l'OCHA[118].

Le 18 mai 2018, dix-sept civils appartenant tous à la communauté peule sont tués dans le hameau de Hagaye, commune d'Inatès (région de Tillaberi) à deux kilomètres de la frontière malienne. Les assaillants sont décrits comme faisant partie d'un groupe de Touaregs. Selon les propos de ministre de l'Intérieur repris par le GRIP, cette attaque constitue vraisemblablement un acte de représailles suite à une tuerie commise contre des Touaregs au Mali plus tôt dans le même mois. Le président du conseil des éleveurs du nord-Tillaberi accuse quant à lui deux groupes armés maliens pro-gouvernementaux, le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) et le Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés (GATIA) qui, sous couvert de lutte contre le terrorisme, se livreraient à des règlements de compte[119].

En juin 2018, quatre personnes sont enlevées dans les communes d'Inatès et d'Ayorou, un chef de village et son fils sont assassinés dans le village de Tintahoune (Inatès). Le rapport mensuel de juin 2018 du HCR et du DRC indique que les probables auteurs seraient venus du Mali et qu'il pourrait s'agir de « […] règlements de compte en lien avec le conflit inter ethnique transfrontalier Niger-Mali »[120].

Le HCR a répertorié les incidents communautaires qui se sont déroulés entre janvier et décembre 2018 au nord du Mali et dans les régions nigériennes de Tillaberi et Tahoua. Ceux-ci sont rapportés sous forme de tableau (voir ci-dessous) de telle sorte que leur interconnexion apparait clairement, un événement violent d'un côté de la frontière appelant une réponse en réaction de l'autre côté.

[117] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, pp. 33-34, url
[118] OCHA, 31/12/2018, url
[119] GRIP (de Labbey Q.), 05/07/2018, p. 15, url ; Samarew, 20/05/2018, url ; RFI, 20/05/2018, url
[120] HCR, DRC, 06/2018, url



Interconnexion entre les incidents communautaires au nord du Mali et à l'ouest du Niger en 2018[121]

Des initiatives locales de paix sont initiées. Ainsi, un accord de paix sous la houlette du Centre pour le dialogue humanitaire (HD)[122] a été signé fin décembre 2018 entre communautés peule et arabe de Diffa pour les règles d'accès aux ressources naturelles. Le centre indique que les tensions pour l'accès aux ressources naturelles sont en augmentation dans la région et que des affrontements violents opposent les communautés depuis plusieurs mois[123].

4.3. Banditisme

Le document officiel de la présidence nigérienne de 2018 parle de « […] l'émergence de groupes narcoterroristes extrêmement bien organisés, possédant de très grandes capacités de nuisance, tantôt liés à AQMI, tantôt liés à d'autres organisations terroristes ». Ces groupes tirent leurs revenus du trafic d'armes, de drogues, de véhicules et d'êtres humains. La conséquence en est l'instauration d'une économie criminelle à travers toute la bande sahélo-saharienne[124].

Le Secrétaire général de l'ONU, dans son rapport de juin 2018 sur la sécurité dans le bassin sahélien mentionne une recrudescence des activités criminelles violentes dans la région de Diffa. Dans les régions d'Agadez et de Maradi, le banditisme armé a sévi[125].

Un rapport périodique du réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP) souligne qu'Agadez constitue une zone de transit entre la Libye et les pays du Sahel pour le trafic d'armes et

[121] HCR, Cluster Protection, 31/12/2018, url
[122] Cette organisation est actuellement engagée dans plus de 40 initiatives de dialogue et de médiation dans plus de 25 pays. Depuis près de 20 ans, HD soutient des accords de paix dans le monde entier.
[123] Centre pour le dialogue humanitaire (HD), 09/01/2019, url
[124] Présidence de la République du Niger, 2018, url
[125] Nations unies, 29/06/2018, p. 5, url

de munitions. En mai 2018, des opérations policières ont permis la saisie d'une importante quantité d'armes et de munitions ainsi que l'arrestation de personnes impliquées dans ce trafic[126].

Selon certaines sources journalistiques comme RFI et France Info, les activités des groupes djihadistes (assassinats, rapts, extorsion de fonds, destruction d'écoles) constituent une forme de banditisme[127]. Interpellé lors d'une séance au Parlement, le ministre de l'Intérieur Mohamed Bazoum a reconnu en novembre 2018 que des bandits proches des groupes djihadistes étaient responsables d'assassinats, de vols et d'enlèvements de civils. Il a également expliqué aux parlementaires que, dans la région de Tillaberi, des djihadistes maliens extorquaient la population au motif de la *zakat*, l'aumône légale constituant le troisième pilier de l'islam[128]. L'article de France Info du 7 novembre 2018 rapporte que, menacés de mort, des villageois ont été contraints de payer l'équivalent de plus de 1.300 euros au titre de l'aumône, les djihadistes prélevant celle-ci en fonction de la taille des troupeaux et du nombre de têtes de bétail[129].

Les sources consultées font régulièrement état d'enlèvements par les groupes djihadistes. En avril 2018, un travailleur humanitaire allemand est enlevé à 30 kilomètres d'Ayorou, une préfecture de la région de Tillaberi (ouest), par des hommes armés circulant à moto[130].

En septembre 2018, un prêtre italien est enlevé dans le village de Bamoanga, dans la région de Tillaberi. Les assaillants, des hommes circulant à moto, se sont repliés vers le Burkina Faso, selon les déclarations du porte-parole du gouvernement nigérien repris par le journal Le Monde[131].

Dans le courant du mois de septembre 2018, dans la région de Diffa, plusieurs personnes sont enlevées avant d'être libérées moyennant le versement de rançons importantes. Selon RFI, les personnes ne sont pas choisies au hasard. La source mentionne notamment l'enlèvement de la mère et de la sœur d'un député originaire de la région ainsi que celle des chefs de village de Baroua et de Karé par des éléments de Boko Haram. Le phénomène prend des proportions inquiétantes dans la région, selon la source[132].

En novembre 2018, quinze jeunes filles sont enlevées par des membres de Boko Haram dans deux villages de la commune rurale de Toumour (région de Diffa)[133].

En décembre 2018, le chef du village de Bolsi dans le département de Torodi (sud-ouest) est kidnappé par des hommes armés[134].

En février 2019, plusieurs enlèvements imputés à Boko Haram ont lieu dans des communes de la région de Diffa. A Toumour, sept jeunes filles sont kidnappées. Dans la commune de Gueskérou, quatre chefs coutumiers sont enlevés. Dans le village de Nguagam, un chef religieux et deux femmes sont enlevés. Selon un acteur de la société civile dont le témoignage est rapporté par l'agence de presse turque Anadolu Agency (AA), les familles ont payé 2.000 dollars pour leur libération[135].

[126] WANEP, s.d., url
[127] RFI, 07/09/2018, url ; France Info (Lachkar M.), 07/11/2018, url
[128] Africa Radio, 03/11/2018, url ; Bamada, 12/11/2018, url
[129] France Info (Lachkar M.), 07/11/2018, url
[130] ActuNiger, 11/04/2018, url ; DW (Ndayiragije F.), 12/04/2018, url
[131] Le Monde, 19/09/2018, url
[132] RFI, 07/09/2018, url
[133] La Croix, 27/11/2018, url
[134] Sahel Intelligence (Powelton F.), 17/12/2018, url
[135] AA, 24/02/2019, url

5. Cibles de la violence

5.1. Civils

Plusieurs sources mentionnent que les attaques de Boko Haram au Niger visent essentiellement les civils[136]. Un article de RFI de juin 2018 indique que les cibles de Boko Haram ont changé depuis un an, la population étant davantage visée tandis que les forces de sécurité le sont moins. Certains analystes imputent ce changement à un affaiblissement du groupe[137]. Après qu'une double attaque de Boko Haram a tué une dizaine de civils dans la région de Diffa en mars 2019, le gouverneur de Diffa a déclaré constater une résurgence des activités de Boko Haram contre les populations en raison de leur refus de collaborer avec le groupe[138]. Dans les régions de Tillaberi et de Tahoua, les groupes armés djihadistes tuent et enlèvent des civils, brûlent les écoles et pillent les maisons, les entreprises et le bétail, selon une déclaration du HCR faite en décembre 2018 et rapportée par VOA[139].

Les enseignants sont visés par les groupes djihadistes selon le témoignage d'un responsable d'un syndicat d'enseignants rapporté par RFI dans un article de décembre 2018. Dans les régions de Tillaberi, Tahoua et Diffa, bon nombre d'écoles ont dû temporairement fermer leurs portes. Lorsque des djihadistes arrivent dans une zone, ils brûlent les écoles et menacent les enseignants. Certains ont été égorgés, selon ce témoignage[140].

Un communiqué de presse de l'ACLED de mars 2019 indique que, durant la période de novembre 2018 à mars 2019, les incidents ciblant les civils ont augmenté de 600 % par rapport à la même période en 2017-2018[141]. Selon un communiqué de l'OCHA d'avril 2019 rapporté par la presse, 88 civils ont été tués lors d'attaques de Boko Haram dans la région de Diffa durant le seul mois de mars 2019, douze personnes ont été enlevées tandis que plus de 18.000 personnes ont été contraintes de fuir leurs villages[142]. Dans un document du 4 avril 2019 traitant des déplacements de population dans la région de Diffa en raison de la violences des groupes terroristes, l'OCHA relève « un changement de tendances dans les offensives perpétrées par ces groupes avec une augmentation préoccupante du nombre d'attaques qui ciblent les populations les plus vulnérables, y compris les communautés déplacées et réfugiées »[143].

5.2. Forces de défense et de sécurité

Les attaques de Boko Haram dans la région de Diffa visent les forces de défense et de sécurité, selon le rapport du département d'Etat américain de mars 2019 et celui de l'OCHA de décembre 2018[144]. ICG relève, dans son rapport de juin 2018, que les groupes djihadistes présents à la frontière entre le Niger et le Mali visent essentiellement des cibles militaires[145].

Un article de RFI de juin 2018 rapporte qu'initialement, Boko Haram menait des opérations « armes à la main » contre les postes militaires mais qu'à partir de 2017, l'usage de kamikazes s'est renforcé[146].

[136] OCHA, 31/12/2018, url ; JusticeInfo (Kaka Touda M.), 09/07/2018, url
[137] RFI, 05/06/2018, url
[138] Jeune Afrique, 27/03/2019, url
[139] VOA, 08/02/2019, url
[140] RFI, 23/12/2018, url
[141] ACLED, 28/03/2019, url
[142] AA (Ben Ahmed L.), 04/04/2019, url
[143] OCHA, 04/04/2019, url
[144] USDOS, 03/2019, url ; OCHA, 31/12/2018, url
[145] ICG, 12/06/2018, url
[146] RFI, 05/06/2018, url

Le Cedoca n'a pas trouvé d'informations chiffrées concernant le nombre de victimes parmi les forces de défense et de sécurité nigériennes. La presse mentionne à intervalles réguliers des incidents ayant provoqué la mort de membres des forces de l'ordre. Ainsi, en janvier 2018, Boko Haram a revendiqué la mort de 25 soldats nigériens lors d'une attaque dans le sud-ouest du pays[147]. En mars 2018, trois gendarmes ont été tués dans la région de Tillaberi, lors d'un assaut mené par des terroristes[148]. Début juillet 2018, dix soldats nigériens sont tués et quatre sont portés disparus dans une attaque de Boko Haram contre une position militaire dans le sud-est du pays[149]. En mars 2019, une attaque du groupe Boko Haram contre un poste de l'armée nigérienne à Gueskérou, une commune située au nord-est de Diffa, à la frontière avec le Nigéria, fait sept morts et plusieurs blessés dans les rangs des FAN[150].

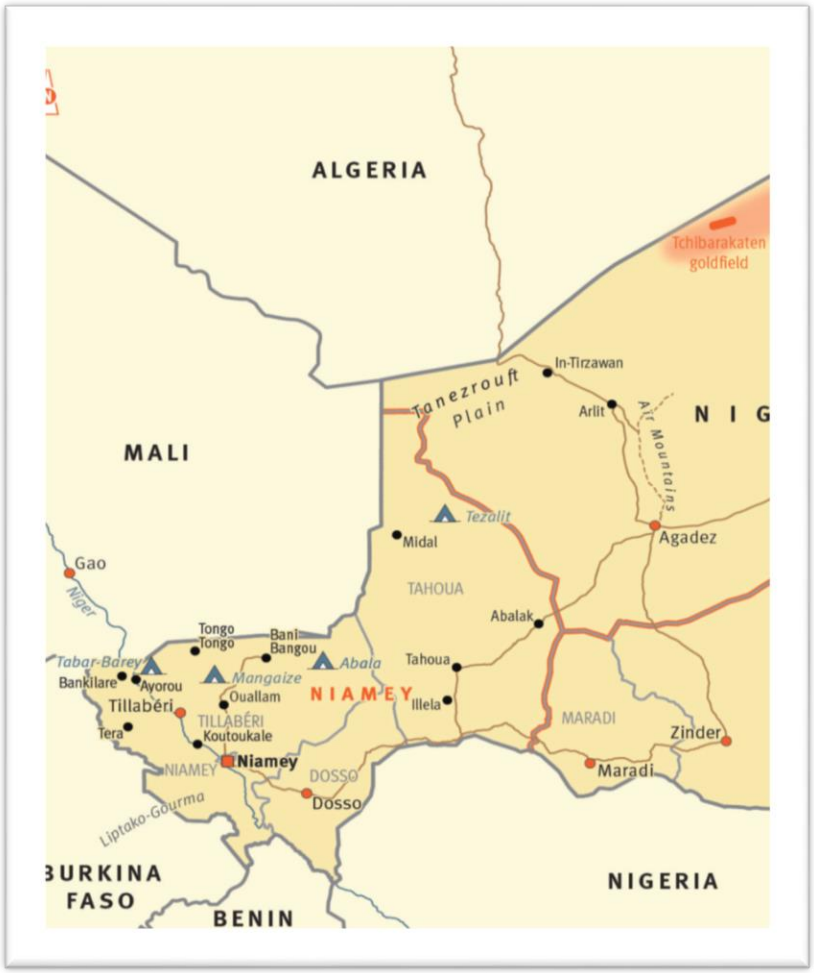
6. Répartition géographique

Les sources consultées indiquent que les deux principales poches d'insécurité sont situées :

- à la frontière occidentale avec le Mali (régions de Tillaberi et de Tahoua) ;
- à la frontière sud-est avec le Nigéria (région de Diffa)[151].

Région de Tillaberi[152]

[147] BBC, 20/01/2018, url
[148] BBC, 14/03/2018, url
[149] RTBF, 02/07/2018, url
[150] Le Figaro, 10/03/2019, url
[151] ISSAT, 05/10/2018, url ; ACLED (Vannice C.), 20/06/2017, url
[152] BBC, 05/10/2017, url



Ouest du Niger – frontières avec le Mali et le Burkina Faso[153]

La région administrative de Tillaberi fait partie du Liptako Gourma, espace géographique situé aux frontières du Niger, du Burkina Faso et du Mali. En novembre 2018, le ministre de l'Intérieur relevait l'amélioration de la situation sécuritaire, surtout dans la partie ouest de la région de Tillaberi, cible régulière de raids de groupes armés maliens[154]. Selon des données chiffrées de l'OCHA rapportées par VOA, sur un total de 206 incidents sécuritaires en 2018, 46 se sont déroulés à Tillaberi et 4 à Tahoua tandis que la région de Diffa (sud-est) totalise 156 incidents[155].

Début février 2019, les Nations unies qualifient toujours la situation de « volatile » dans l'ouest et le sud-est du Niger, en raison de la persistance des attaques des groupes terroristes ayant causé une centaine de morts en 2018[156]. En mars 2019 puis en juin 2019, le gouvernement reconduit pour trois mois l'état d'urgence dans plusieurs départements des régions de Tillaberi et Tahoua[157]. Dans la région

[153] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, p. 21, url
[154] Africa Radio, 03/11/2018, url
[155] VOA, 08/02/2019, url
[156] VOA, 08/02/2019, url
[157] AA (Ben Ahmed L.), 17/03/2019, url ; Xinhua via French People, 15/06/2019, url

de Tillaberi, l'état d'urgence concerne les départements de Ouallam, Ayorou, Bankilaré, Abala, Banibongou, Say, Tillaberi, Gotheye, Torodi et Téra. Dans la région de Tahoua, il concerne les départements de Tassara et de Tillia[158]. L'état d'urgence dans plusieurs départements de ces deux régions proches du Mali et du Burkina Faso est en vigueur depuis 2017. Il a régulièrement été prorogé durant toute l'année 2018[159].

Découpage administratif de la région de Tillaberi[160]

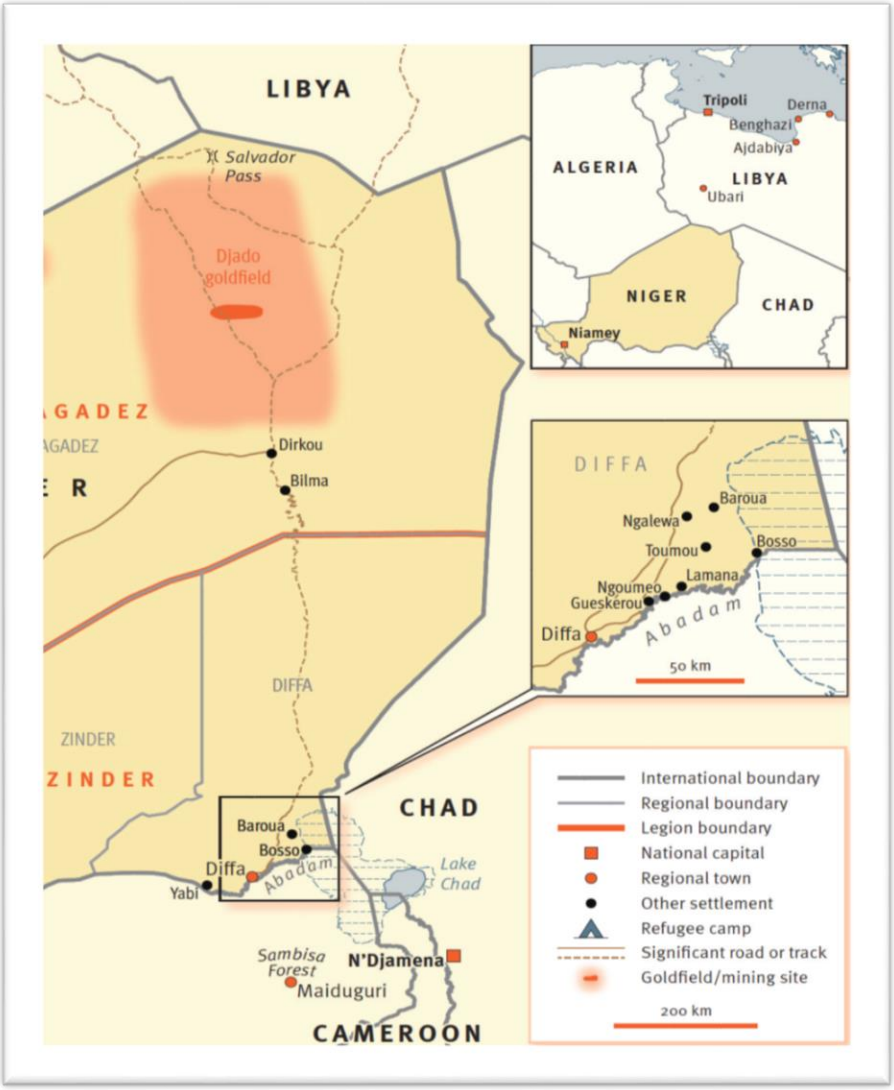
A propos de la situation sécuritaire dans la région de Tillaberi, Jean-Marc Châtaignier, diplomate français et envoyé spécial pour le Sahel estime, en janvier 2019, que quatre tendances avec des dynamiques différentes prévalent dans la région :

- à l'ouest de Torodi et au sud-ouest de Gotheye, un groupe terroriste ayant des liens avec des groupes présents au Burkina Faso est actif dans dix-sept villages proches de la frontière ;
- la zone d'Inatès connait des heurts entre communautés daoussak et peul. La situation est en voie de stabilisation grâce aux efforts de médiation du gouvernement nigérien ;
- à l'est d'Inatès et dans la zone de Bani Bangou, des jeunes ayant combattu dans des groupes terroristes ont manifesté leur souhait de rendre les armes et de se réinsérer ;
- au nord d'Abala, des combattants sont retournés dans leur région mais ne souhaitent pas désarmer en raison de la menace constituée par des groupes maliens[161].

La région de Diffa (sud-est), où le groupe djihadiste Boko Haram est actif depuis 2015, a été le théâtre de 156 incidents en 2018, Tillaberi, 46 et Tahoua, 4, selon un relevé de l'OCHA[162]. L'état d'urgence

[158] Le journal du développement, s.d., url ; Xinhua via French People, 15/06/2019, url
[159] Actuniger, 01/12/2018, url ; AA (Chahed N.), 01/12/2018, url
[160] République du Niger, région de Tillaberi, 01/2016, url
[161] Jean-Marc Châtaignier (@Jmchataignier) [Twitter post], 11/01/2019, url [consulté le 30/04/2019]
[162] VOA, 08/02/2019, url

dans la région est en vigueur depuis février 2015[163]. Il a été reconduit le 15 mars 2019 et le 18 juin 2019 pour une durée de trois mois et concerne toute la région de Diffa[164].



Sud-est du Niger – frontière avec le Nigéria[165]

Le rapport de Small Arms Survey indique qu'il n'y a pas eu d'attaque terroriste dans la capitale, Niamey, depuis 2013. Toutefois, la menace terroriste persiste et le gouvernement a renforcé les mesures de sécurité après trois attaques importantes, à savoir celle contre un hôtel à Bamako (Mali) en novembre 2015, contre un restaurant et un hôtel à Ouagadougou (Burkina Faso) en janvier 2016 et contre une station balnéaire à Grand Bassam (Côte d'Ivoire) en mars 2016[166].

[163] AA (Ben Ahmed L.), 17/03/2019, url
[164] Le journal du développement, s.d., url ; Xinhua via French People, 15/06/2019, url
[165] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, p. 21, url
[166] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, p. 39, url

7. Déplacements de population

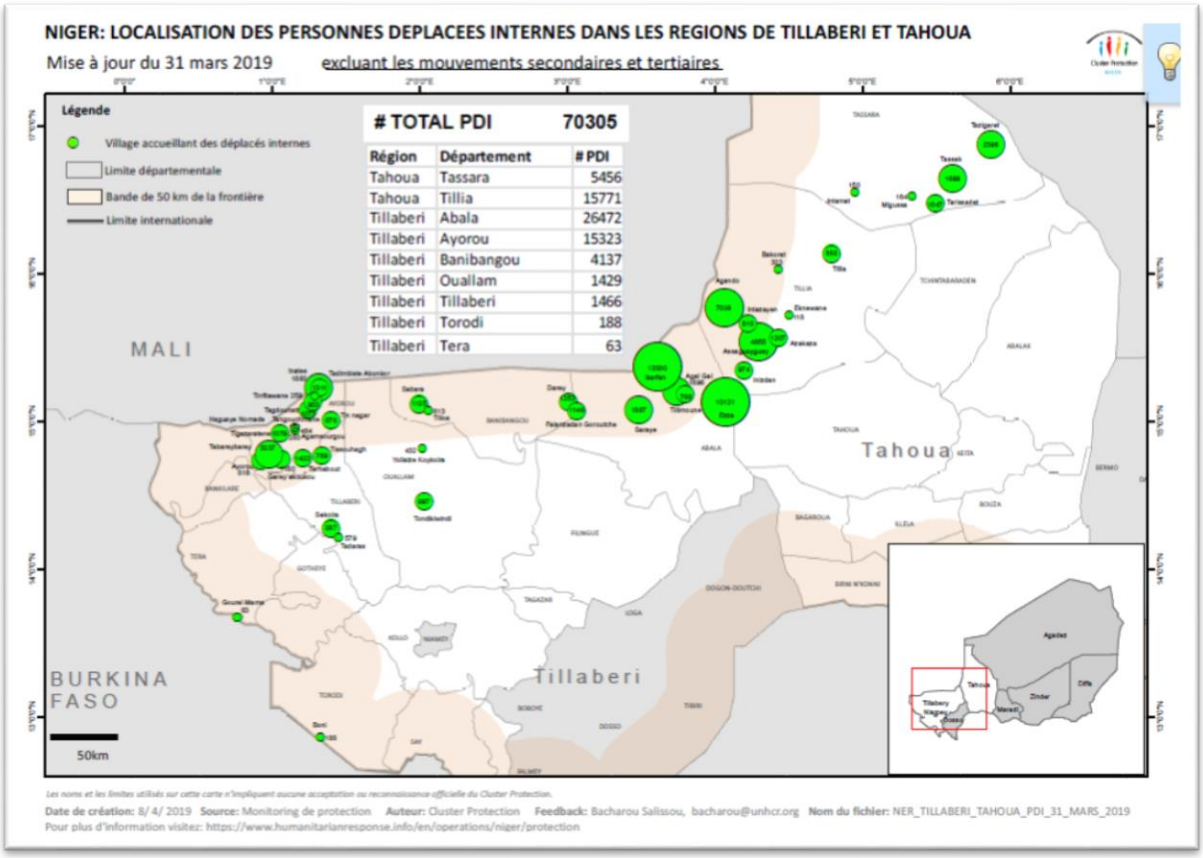
En mars 2019, la région de Diffa comptait 104.288 personnes déplacées internes (PDI) et celles de Tillaberi et Tahoua 70.305, selon des chiffres de l'agence des Nations unies pour les réfugiés[167].

Plus de 50.000 Nigériens ont été forcés de quitter leur foyer en 2018 en raison des violences à l'ouest du pays, plus particulièrement dans les zones frontalières avec le Mali et le Burkina Faso[168]. Dans les régions de Tillaberi et de Tahoua, le nombre de PDI est passé de 540 à 48.732 entre janvier et octobre 2018[169]. Dans la région de Diffa, 18.800 personnes se sont déplacées en mars 2019 en raison des attaques de Boko Haram. Elles sont venues s'ajouter aux 104.300 PDI déjà présentes dans la région[170].

Le Niger est par ailleurs un pays d'accueil pour des réfugiés provenant essentiellement du Nigéria et du Mali voisins[171]. Selon des chiffres des Nations unies mis à jour fin mars 2019, il y a au Niger un total de 174.232 réfugiés parmi lesquels près de 119.000 proviennent du Nigéria et 55.000 du Mali[172].

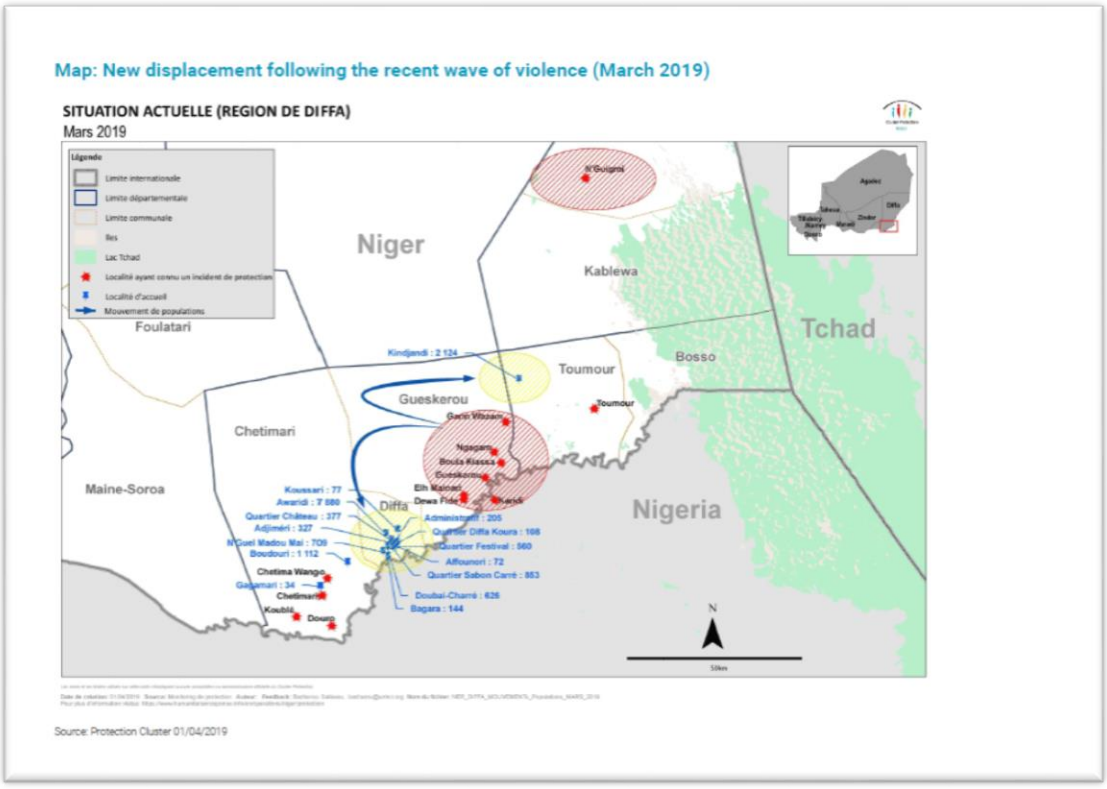
Début décembre 2018, le Niger a adopté une loi sur la protection des personnes déplacées. Il s'agit, selon un article de la British Broadcasting Corporation (BBC), de la « […] première loi sur la protection et l'assistance aux personnes fuyant la violence, les inondations et la sécheresse ». RFI précise que le Niger est le premier pays d'Afrique à se doter d'une loi accordant protection et assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Ces dernières seront indemnisées grâce à la création d'un fonds d'assistance national en attendant l'intervention de l'aide humanitaire internationale. L'Etat a prévu de sanctionner les personnes ou les groupes coupables de restreindre le droit des PDI à se déplacer d'une région à une autre en raison de la violence ou encore, au terme de l'installation dans une région de refuge, d'accéder aux services sociaux de base et aux ressources naturelles[173].

[167] HCR, s.d., url
[168] HCR, 13/12/2018, url
[169] OCHA, s.d., url
[170] ACAPS, 05/04/2019, url
[171] Le Niger accueille aussi, en nombre moins élevé, des réfugiés du Tchad, de la République démocratique du Congo (RDC), de République centrafricaine (RCA) et de Côte d'Ivoire.
[172] HCR, s.d., url
[173] BBC, 07/12/2018, url ; RFI, 08/12/2018, url



Localisation des PDI dans les régions de Tillaberi et Tahoua (mise à jour 31/03/2019)[174]

[174] HCR, 08/04/2019, url



Nouveaux déplacements dans la région de Diffa suite aux violences de début 2019[175]

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Besoin d'assistance humanitaire

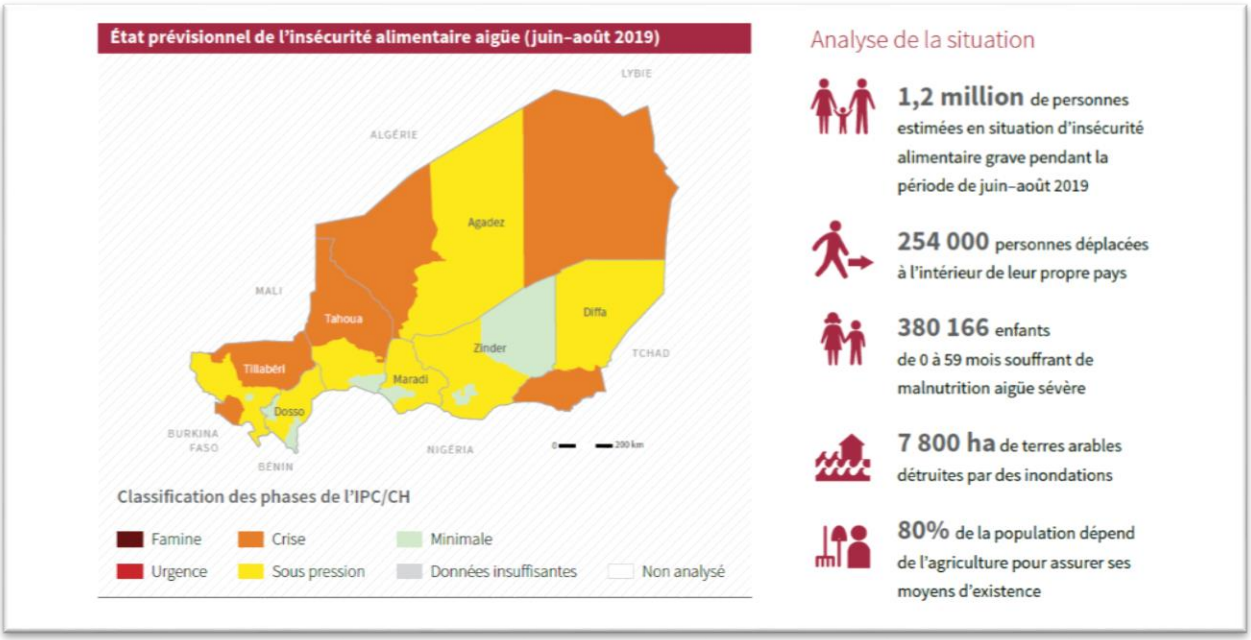
L'ONU estime, en février 2019, que plus de deux millions de personnes – soit plus de dix pour cent de la population dont la moitié vit dans les trois régions affectées par les activités djihadistes (Tillaberi, Tahoua et Diffa) – ont besoin d'une assistance humanitaire en raison de la crise alimentaire aggravée par les déplacements de populations. La campagne agricole 2018 s'est terminée par un déficit céréalier, en raison des aléas climatiques et le pays connait des crises alimentaires récurrentes. Les menaces des groupes armés empêchent la distribution de l'aide humanitaire[176]. Dans un état des lieux pour la période de janvier et février 2019, l'OCHA indique que le plan de réponse humanitaire pour 2018 n'a pu être financé qu'à 64 %, ce qui constitue une baisse significative par rapport à 2017 (81 %)[177].

L'ACAPS, reprenant des chiffres de l'OCHA de février 2019, mentionne la présence de 38 partenaires internationaux dans la région de Diffa, principalement dans les secteurs de la santé (182 projets en 2019), de l'eau et de l'assainissement (203 projets), de la sécurité alimentaire (154 projets) et de la

[175] ACAPS, 01/04/2019, url
[176] VOA, 08/02/2019, url ; France Info, 02/02/2019, url
[177] OCHA, 28/02/2019, url

nutrition (156 projets)[178]. L'agence humanitaire des Nations unies souligne par contre l'insuffisance de l'assistance humanitaire à Tillaberi et Tahoua durant la période de février-mars 2019. Les difficultés d'accès aux sites accueillant les PDI, l'insécurité, et une mobilité réduite pour les acteurs humanitaires sont entre autres responsables de la faiblesse de la réponse humanitaire[179].

Le Mécanisme de réponse rapide (RRM) des Nations unies qui permet de réagir efficacement aux urgences humanitaires a été mis en œuvre à Diffa en 2015. Il a été étendu aux régions de Tillaberi et de Tahoua en 2018. Face à la densité des flux de déplacements dans les trois régions, l'OCHA estime, en février 2019, qu'il est indispensable de renforcer la capacité du mécanisme de réponse rapide[180].



Etat prévisionnel de l'insécurité alimentaire aigüe (juin-août 2019)[181]

8.2. Ecoles

Un bilan de l'OCHA fait en décembre 2018 souligne qu'une centaine d'établissements scolaires ont dû fermer leurs portes depuis 2015. Dans la région de Tillaberi, 33 écoles ont suspendu temporairement leurs activités et 18 sont fermées. Dans la région de Diffa, 44 écoles sont provisoirement fermées[182]. L'ACAPS, dans son rapport d'avril 2019, indique que 149.000 enfants ont besoin d'une assistance en terme d'accès à l'éducation dans la région de Diffa. La dégradation de la situation sécuritaire depuis quatre ans a aggravé un risque d'interruption scolaire préexistant lié aux mouvements de population causés par la sécheresse[183].

[178] ACAPS, 05/04/2019, url
[179] OCHA, 28/02/2019, url
[180] OCHA, 28/02/2019, url
[181] FAO, 2019, url
[182] RFI, 23/12/2018, url
[183] ACAPS, 05/04/2019, url

8.3. Liberté de mouvement

En raison de l'état d'urgence décrété par les autorités dans trois régions, un couvre-feu est d'application. Un article de Panapress d'avril 2019 en rapporte les modalités d'application pour la région de Diffa : interdiction de circuler entre 20 heures et 5 heures du matin pour les véhicules à moteur ; limitation des mouvements de personnes entre 22 heures et 4 heures du matin. Les véhicules des forces de défense et de sécurité, des autorités administratives et judiciaires et ceux de la santé ne sont pas concernés par le couvre-feu[184]. Le journal français Le Point, dans un article publié en novembre 2018, mentionne que les motos sont interdites de circulation dans toute la région [la moto est un moyen de déplacement fréquemment utilisé par les groupes djihadistes][185].

[184] Panapress, 18/04/2019, url
[185] Le Point (Wirtz M.), 24/11/2018, url

Résumé

Le gouvernement du président Mahamadou Issoufou, réélu pour un second mandat en mars 2016, a fait de la lutte contre le terrorisme une priorité de son programme. Depuis 2015, le Niger est en effet confronté à l'insécurité en raison d'incursions de groupes armés djihadistes sur son territoire. Durant l'année 2018, les forces de défense et de sécurité nigériennes ont mené, seules ou avec les forces régionales et internationales, des opérations contre les groupes armés. Le Niger fait partie du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) ainsi que de la force multinationale mixte composée des pays du bassin du lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigéria, Tchad). La France, par le biais de l'opération Barkhane, est présente au Niger et y dispose de bases militaires, de même que les Etats-Unis qui fournit du matériel militaire. Les groupes terroristes actifs dans le pays sont Boko Haram qui mène des incursions dans le pays depuis le Nigéria voisin, l'Etat islamique dans le Grand Sahara, actif dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger ainsi que des groupes djihadistes présents à la frontière burkinabè. La violence résulte également de la présence de milices communautaires touarègues et peules qui s'affrontent principalement pour l'accès aux ressources naturelles de part et d'autre de la frontière entre le Mali et le Niger. Enfin, des groupes criminels sont présents dans les régions de Diffa et d'Agadez.

Les conditions de sécurité dans la zone située aux frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger se sont considérablement détériorées durant la deuxième partie de l'année 2018. Les attaques des groupes terroristes ont fait une centaine de morts en 2018. En février 2019, les Nations unies qualifiaient toujours la situation de « volatile » dans l'ouest et le sud-est du Niger.

Durant la période couverte par ce rapport, la violence a consisté principalement en attaques de groupes armés terroristes, en affrontements intercommunautaires et en actes de banditisme. Les civils et les forces de défense et de sécurité ont constitué les cibles de la violence.

Trois régions sur les huit que compte le pays ont été affectées par la violence : à l'ouest, Tahoua et Tillaberi, régions proches du Burkina Faso et du Mali où opèrent des groupes terroristes ; au sud-est, la région de Diffa, non loin de la frontière avec le Nigéria, où le groupe Boko Haram est actif. L'état d'urgence est en vigueur depuis 2017 et régulièrement reconduit dans plusieurs départements des régions de Tahoua et Tillaberi. Il est en vigueur depuis 2015 dans toute la région de Diffa.

Dans les régions de Tillaberi et de Tahoua, plus de 50.000 personnes ont dû fuir en 2018 en raison de violences causées par les groupes terroristes. En mars 2019, ces deux régions totalisaient 70.305 déplacés internes, celle de Diffa en comptait 104.300 auxquels se sont rajoutés 18.800 déplacés pour le seul mois de mars 2019. En décembre 2018, le Niger a adopté une loi accordant protection et assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Début 2019, l'ONU estimait que plus de deux millions de personnes, dont la moitié vit dans les trois régions affectées par les activités terroristes, avaient besoin d'une aide humanitaire. La distribution de celle-ci est rendue difficile par la présence de groupes armés. Une centaine d'écoles ont fermé leurs portes depuis 2015. Dans les trois régions où l'état d'urgence est en vigueur, la liberté de mouvement de la population est restreinte en raison du couvre-feu.

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

ACAPS, *Niger. Displacement in Diffa region*, 01/04/2019, https://acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20190405_acaps_start_briefing_note_displacement_in_diffa_niger_1.pdf [consulté le 02/05/2019]

ACAPS, *Niger. Displacement in Diffa region. Briefing note*, 05/04/2019, https://acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20190405_acaps_start_briefing_note_displacement_in_diffa_niger_1.pdf [consulté le 24/04/2019]

ActuNiger, *Dix membres de Boko Haram tués dans le sud-est du Niger*, 22/07/2018, https://www.actuniger.com/societe/14260-dix-membres-de-boko-haram-tues-dans-le-sud-est-du-niger.html [consulté le 09/04/2019]

ActuNiger, *Insécurité : 2 gendarmes tués, un autre porté disparu suite à l'attaque de Makalondi*, 18/11/2018, https://www.actuniger.com/societe/14542-makalondi-deux-gendarmes-tues-lors-de-l-attaque-d-une-gendarmerie [consulté le 11/04/2019]

Actuniger, *Sécurité : l'état d'urgence élargi dans trois (3) autres départements de la région de Tillabéri*, 01/12/2018, https://www.actuniger.com/societe/14596-securite-l-etat-d-urgence-elargi-dans-trois-3-autres-departements-de-la-region-de-tillaberi [consulté le 29/04/2019]

ActuNiger, *Tillaberi : un humanitaire allemand enlevé à Tingarane (Nord Niger)*, 11/04/2018, https://www.actuniger.com/societe/14010-tillaberi-un-humanitaire-allemand-enleve-a-tingarane-nord-niger.html [consulté le 11/04/2019]

ActuNiger, *Toumour : au moins un mort et plusieurs magasins pillés dans une attaque terroriste*, 10/08/2018, https://www.actuniger.com/societe/14313-toumour-au-moins-un-mort-et-plusieurs-magasins-pilles-dans-une-attaque-terroriste.html [consulté le 09/04/2019]

ActuNiger, *Un militaire nigérien tué et un autre blessé dans une attaque terroriste près d'Inates*, 02/08/2018, https://www.actuniger.com/societe/14297-un-militaire-nigerien-tue-et-un-autre-blesse-dans-une-attaque-terroriste-pres-d-inates [consulté le 09/04/2019]

Africa Radio, *Niger : opérations de « nettoyage » de l'armée nigérienne sur la frontière avec le Burkina*, 03/11/2018, https://www.africaradio.com/news/niger-operations-de-nettoyage-de-l-armee-nigerienne-sur-la-frontiere-avec-le-burkina-140691 [consulté le 29/04/2019]

Amnesty International (AI), *Niger 2017/2018*, s.d., https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/niger/report-niger/ [consulté le 09/04/2019]

Anadolu Agency (AA) (Ben Ahmed L.), *Niger : 287 terroristes de Boko Haram neutralisés à Diffa*, 03/01/2019, https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-287-terroristes-de-boko-haram-neutralis%C3%A9s-%C3%A0-diffa-/1355271 [consulté le 09/04/2019]

Anadolu Agency (AA) (Ben Ahmed L.), *Niger : 88 civils tués par Boko Haram en mars 2019 (Ocha)*, 04/04/2019, https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-88-civils-tués-par-boko-haram-en-mars-2019-ocha-/1442698 [consulté le 24/04/2019]

Anadolu Agency (AA) (Ben Ahmed L.), *Niger : L'état d'urgence reconduit pour trois mois dans 3 régions*, 17/03/2019, https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-l-%C3%A9tat-d-urgence-reconduit-pour-trois-mois-dans-3-r%C3%A9gions-/1420923 [consulté le 01/04/2019]

Anadolu Agency (AA) (Chahed N.), *Niger : L'état d'urgence instauré dans trois départements frontaliers du Burkina Faso*, 01/12/2018, https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-l-%C3%A9tat-d-urgence-instaur%C3%A9-dans-trois-d%C3%A9partements-frontaliers-du-burkina-faso/1326842 [consulté le 29/04/2019]

Anadolu Agency (AA) (Chahed N.), *Niger: Manifestation de la société civile à Niamey*, 16/03/2019, https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-manifestation-de-la-soci%C3%A9t%C3%A9-civile-%C3%A0-niamey-/1420395 [consulté le 24/04/2019]

Anadolu Agency (AA), *Niger : enlèvement de 4 chefs coutumiers*, 24/02/2019, https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-enl%C3%A8vement-de-4-chefs-coutumiers-/1401607 [consulté le 11/04/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Vannice C.), *Niger – May 2017 Update*, 20/06/2017, https://www.acleddata.com/2017/06/20/niger-may-2017-update/ [consulté le 01/04/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Press release : Political violence skyrockets in the Sahel according to latest Acled data*, 28/03/2019, https://www.acleddata.com/2019/03/28/press-release-political-violence-skyrockets-in-the-sahel-according-to-latest-acled-data/ [consulté le 24/04/2019]

Bamada, *Lutte contre les djihadistes au Niger : les chefs coutumiers appelés à collaborer avec les FDS*, 12/11/2018, http://bamada.net/lutte-contre-les-djihadistes-au-niger-les-chefs-coutumiers-appeles-a-collaborer-avec-les-fds [consulté le 24/04/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Niger : des soldats tués par Boko Haram*, 20/01/2018, https://www.bbc.com/afrique/region-42759246 [consulté le 29/04/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Niger : Le parlement vote l'envoi de troupes au Nigeria*, 09/02/2015, https://www.bbc.com/afrique/region/2015/02/150209_niger0147 [consulté le 01/04/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Niger: trois gendarmes tués*, 14/03/2018, https://www.bbc.com/afrique/region-43395024 [consulté le 29/04/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Une loi sur la protection des déplacés au Niger*, 07/12/2018, https://www.bbc.com/afrique/46478399 [consulté le 30/04/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC), *US soldiers killed in ambush in Niger*, 05/10/2017, https://www.bbc.com/news/world-africa-41507337 [consulté le 29/04/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Bulletin humanitaire Niger octobre & novembre 2018*, s.d., https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ner_bulletin_humanitaire_oct_nov_2018.pdf [consulté le 30/04/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Bulletin humanitaire Niger, Janvier & Février 2019*, 28/02/2019, https://reliefweb.int/report/niger/bulletin-humanitaire-niger-janvier-f-vrier-2019 [consulté le 24/04/2019]

Bureau de la coordinations des affaires humanitaires (OCHA), *Niger. Aperçu des incidents sécuritaires en 2018 dans les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua*, 31/12/2018, https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/infographic/niger-aper%C3%A7u-des-incidents-s%C3%A9curitaires-en-2018-dans-les-r%C3%A9gions-de [consulté le 24/04/2019]

Bureau de la coordinations des affaires humanitaires (OCHA), *OCHA Niger – Flash Update: Déplacements massifs de population dans la région de Diffa, 4 avril 2019*, 04/04/2019, https://reliefweb.int/report/niger/ocha-niger-flash-update-d-placements-massifs-de-population-dans-la-r-gion-de-diffa-4 [consulté le 30/04/2019]

Cartes du monde, *Carte du Niger*, s.d., https://fr.mapsofworld.com/niger/ [consulté le 11/04/2019]

Centre pour le dialogue humanitaire (HD), *Signature d'un accord de paix entre les communautés peulh et arabe mahamid à Diffa au Niger*, 09/01/2019,

Deutsche Welle (DW) (Ndayiragije F.), *Un Allemand enlevé au Niger*, 12/04/2018, https://www.dw.com/fr/un-allemand-enlev%C3%A9-au-niger/a-43364816 [consulté le 11/04/2019]

Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES), *Union européenne et insécurité : à l'heure où la mission EUCAP Sahel Niger est prolongée, quid de la situation au Sahel ?*, 24/09/2018, http://fmes-france.org/union-europeenne-et-insecurite-a-lheure-ou-la-mission-eucap-sahel-niger-est-prolongee-quid-de-la-situation-au-sahel/ [consulté le 04/04/2019]

France 24, *Attaque meurtrière attribuée à Boko Haram dans le sud-est du Niger*, 02/07/2018, https://www.france24.com/fr/20180702-niger-attaque-meurtriere-boko-haram-sud-est-soldats [consulté le 09/04/2019]

France Info (Lachkar M.), *Le Niger peine à empêcher l'implantation de groupes djihadistes sur son sol*, 07/11/2018, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/le-niger-peine-a-empecher-limplantation-de-groupes-djihadistes-sur-son-sol_3053713.html [consulté le 23/04/2019]

France Info, *Au Niger, plus d'un habitant sur dix a besoin d'aide humanitaire*, 02/02/2019, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/famine/au-niger-plus-d-un-habitant-sur-dix-a-besoin-d-aide-humanitaire_3172439.html [consulté le 02/05/2019]

Géoculture, *Une évolution de Barkhane indispensable avant 2020*, 05/12/2018, http://www.geoculture.org/pages/afrique/une-evolution-de-barkhane-indispensable-avant-2020-5-12-18.html [consulté le 11/04/2019]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Deltenre D.), *Niger : cap sur 2016 ! Situation politique et sécuritaire à la veille des élections*, 07/04/2015, https://www.grip.org/fr/node/1619 [consulté le 01/04/2019]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Berghezan G.), *Note d'analyse. Militaires occidentaux au Niger : présence contestée, utilité à démontrer*, 07/11/2016, https://www.grip.org/fr/node/2134 [consulté le 04/04/2019]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Nsimba J.), *Note d'analyse. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Octobre à décembre 2018*, 15/01/2019, https://www.grip.org/fr/node/2704 [consulté le 11/04/2019]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (de Labbey Q.), *Note d'analyse. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Avril à juin 2018*, 05/07/2018, https://www.grip.org/en/node/2602 [consulté le 09/04/2019]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (de Labbey Q.), *Note d'analyse. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest*, 09/04/2018, https://www.grip.org/fr/node/2548 [consulté le 09/04/2019]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Ghys M.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Octobre à décembre 2017*, 11/01/2018, https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2018/NA_2018-01-11_FR_M-GHYS.pdf [consulté le 09/04/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Cluster Protection, *Interconnexion entre les incidents majeurs au nord Mali et les répercussions dans la partie nord des régions de Tillabéri et Tahoua (janvier à décembre 2018)*, 31/12/2018, https://reliefweb.int/report/niger/interconnexion-entre-les-incidents-majeurs-au-nord-mali-et-les-r-percussions-dans-la [consulté le 24/04/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Danish Refugee Council (DRC), *Rapport d'analyse mensuelle des données du monitoring de protection mai 2018 Tillabéri, Niger*, 05/2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/rapport_monitoring_protection_tillaberi_mai_2018.pdf [consulté le 25/04/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Danish Refugee Council (DRC), *Rapport d'analyse mensuelle des données du monitoring de protection juin 2018 Tillabéri, Niger*, 06/2018, https://www.humanitarianresponse.info/fr/document/niger-rapport-de-monitoring-de-protection-tillaberi-juin-2018 [consulté le 24/04/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Niger: Localisation des personnes déplacées internes dans les régions de Tillabéri et Tahoua au 31 mars 2019*, 08/04/2019, https://reliefweb.int/map/niger/niger-localisation-des-personnes-d-plac-es-internes-dans-les-r-gions-de-tillab-ri-et-2 [consulté le 30/04/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Plus de 50 000 personnes déplacées cette année par les violences dans l'ouest du Niger*, 13/12/2018, https://www.unhcr.org/fr/news/press/2018/12/5c123b5fa/50-000-personnes-deplacees-annee-violences-louest-niger.html [consulté le 30/04/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Portail opérationnel. Crises des réfugiés. Niger*, s.d., https://data2.unhcr.org/fr/country/ner [consulté le 30/04/2019]

Huffpost, *Dans le Sahel, les jihadistes déclarent leur union avec l'Etat islamique*, 14/01/2018, https://www.huffpostmaghreb.com/2018/01/14/daesh-sahel-g5_n_18999184.html [consulté le 09/04/2019]

Intellivoire, *L'Allemagne ouvre un nouveau camp militaire au Niger*, 11/11/2018, https://intellivoire.net/lallemagne-ouvre-un-nouveau-camp-militaire-au-niger/ [consulté le 24/04/2019]

International Crisis Group (ICG), *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, 12/06/2018, https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/261-frontiere-niger-mali-mettre-loutil-militaire-au-service-dune-approche-politique [consulté le 23/04/2019]

Jean-Marc Châtaignier (@Jmchataignier), *Discussion approfondie cet après-midi à Niamey avec le Général Abou Tarka, Président de la Haute Autorité de Consolidation de la Paix #HACP #Niger sur la situation sécuritaire dans la région de #Tillabery qui distingue 4 tendances distinctes et des dynamiques très différentes* [Twitter post], 11/01/2019, https://twitter.com/Jmchataigner/status/1083763764854435840 [consulté le 30/04/2019]

Jeune Afrique (Jézéquel J.-H.), *[Tribune] A la frontière Niger-Mali, le nécessaire dialogue avec les hommes en armes*, 19/06/2018, https://www.jeuneafrique.com/579996/politique/tribune-a-la-frontiere-niger-mali-le-necessaire-dialogue-avec-les-hommes-en-armes/ [consulté le 09/04/2019]

Jeune Afrique, *Boko Haram : le sommet des pays du lac Tchad consacré à la lutte contre le terrorisme*, 15/12/2018, https://www.jeuneafrique.com/690505/politique/boko-haram-le-sommet-des-pays-du-lac-tchad-consacre-a-la-lutte-contre-le-terrorisme/ [consulté le 11/04/2019]

Jeune Afrique, *L'opération militaire française au Mali et au Sahel en chiffres*, 19/05/2017, https://www.jeuneafrique.com/depeches/440418/politique/loperation-militaire-francaise-mali-sahel-chiffres/ [consulté le 04/04/2019]

Jeune Afrique, *La force du G5 Sahel reprend ses opérations*, 20/01/2019, https://www.jeuneafrique.com/711553/politique/la-force-du-g5-sahel-reprend-ses-operations/ [consulté le 01/04/2019]

Jeune Afrique, *Niger : dix civils tués par Boko Haram dans une double attaque*, 27/03/2019, https://www.jeuneafrique.com/754807/politique/niger-dix-civils-tues-par-boko-haram-dans-une-double-attaque/ [consulté le 11/04/2019]

Jeune Afrique, *Niger : plusieurs morts dans une attaque de Boko Haram dans le sud-est*, 09/03/2019, https://www.jeuneafrique.com/746925/politique/niger-plusieurs-morts-dans-une-attaque-de-boko-haram-dans-le-sud-est/ [consulté le 11/04/2019]

Jeune Afrique, *Niger : trois gendarmes tués dans une attaque « terroriste » à 40 km de Niamey*, 14/03/2018, https://www.jeuneafrique.com/541974/politique/niger-trois-gendarmes-tues-dans-une-attaque-terroriste-a-40-km-de-niamey/ [consulté le 09/04/2019]

Jeune Afrique, *Niger-Burkina : des patrouilles anti-bandits déployées sur la zone frontalière*, 13/11/2018, https://www.jeuneafrique.com/mag/661742/politique/niger-burkina-des-patrouilles-anti-bandits-deployees-sur-la-zone-frontaliere/ [consulté le 11/04/2019]

JusticeInfo (Kaka Touda M.), *Boko Haram au Niger : un procès pour l'exemple délocalisé près des victimes*, 09/07/2018, https://www.justiceinfo.net/fr/reconciliation/37927-boko-haram-au-niger-un-proces-pour-l-exemple-delocalise-pres-des-victimes.html [consulté le 11/04/2019]

La Croix, *Au Niger, 15 filles enlevées par Boko Haram*, 27/11/2018, https://africa.la-croix.com/au-niger-15-filles-enlevees-par-boko-haram/ [consulté le 11/04/2019]

La Dépêche, *Niger: huit morts dans une attaque terroriste contre un camp de repos de foreurs*, 22/11/2018, https://www.ladepeche.fr/article/2018/11/22/2911500-niger-huit-morts-attaque-terroriste-contre-camp-repos-foreurs.html [consulté le 09/04/2019]

La Libre Afrique, *Niger : le président Issoufou promet de renforcer son armée face aux jihadistes*, 01/01/2018, https://afrique.lalibre.be/12910/niger-le-president-issoufou-promet-de-renforcer-son-armee-face-aux-jihadistes/ [consulté le 01/04/2019]

Le 360 Afrique, *Terrorisme : les groupes jihadistes se liguent contre la force G5 Sahel*, 13/01/2018, http://afrique.le360.ma/mauritanie-mali-autres-pays/societe/2018/01/13/18060-terrorisme-les-groupes-jihadistes-se-liguent-contre-la-force-g5-sahel-18060 [consulté le 09/04/2019]

Le Figaro, *Niger : 7 soldats tués dans une attaque de Boko Haram*, 10/03/2019, http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2019/03/10/97001-20190310FILWWW00003-niger-7-soldats-tues-dans-une-attaque-de-boko-haram.php [consulté le 29/04/2019]

Le Figaro, *Niger: procès de centaines de militants présumés de Boko Haram*, 04/07/2018, http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/07/04/97001-20180704FILWWW00349-niger-proces-de-centaines-de-militants-presumes-de-boko-haram.php [consulté le 09/04/2019]

Le journal du développement, *Niger : l'état d'urgence reconduit dans l'est et l'ouest*, s.d., https://www.lejournaldudeveloppement.com/niger-letat-durgence-reconduit-dans-lest-et-louest/ [consulté le 24/04/2019]

Le Monde (Le Cam M.), *Niger : « L'Etat islamique dans le Grand Sahara est la nouvelle menace »*, 15/09/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/15/niger-l-etat-islamique-dans-le-grand-sahara-est-la-nouvelle-menace_5186163_3212.html [consulté le 04/04/2019]

Le Monde, *Un prêtre italien enlevé dans le sud-ouest du Niger*, 19/09/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/09/19/un-pretre-italien-enleve-dans-le-sud-ouest-du-niger_5357174_3212.html [consulté le 11/04/2019]

Le Parisien, *Niger : l'armée et la force Barkhane éliminent un groupe de djihadistes*, 30/12/2018, http://www.leparisien.fr/international/niger-l-armee-et-la-force-barkhane-eliminent-un-groupe-de-djihadistes-30-12-2018-7978287.php [consulté le 11/04/2019]

Le Point (Wirtz M.), *Niger : Diffa, entre état d'urgence et paix, une insécurité latente*, 24/11/2018, https://www.lepoint.fr/afrique/niger-diffa-entre-etat-d-urgence-et-paix-une-insecurite-latente-24-11-2018-2274071_3826.php [consulté le 24/04/2019]

Les Echos (Bourdillon Y.), *Le Niger et le Nigeria sous le feu des djihadistes de Boko Haram*, 03/01/2019, https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/le-niger-et-le-nigeria-sous-le-feu-des-djihadistes-de-boko-haram-310102 [consulté le 11/04/2019]

Les Yeux du Monde (Guillermin-Golet S.), *Retour sur la scission au sein de Boko Haram*, 31/08/2016, https://les-yeux-du-monde.fr/actualite/afrique-moyen-orient/26855-retour-sur-la-scission-au-sein-de-boko-haram [consulté le 09/04/2019]

Libération, *Attaques au Niger : 109 combattants de Boko Haram, quatre militaires et un civil tués*, 06/02/2015, https://www.liberation.fr/planete/2015/02/06/attaques-au-niger-109-combattants-de-boko-haram-quatre-militaires-et-un-civil-tues_1197381 [consulté le 01/04/2019]

Long War Journal (Joscelyn T.), *Analysis : Al Qaeda groups reorganize in West Africa*, 13/03/2017, https://www.longwarjournal.org/archives/2017/03/analysis-al-qaeda-groups-reorganize-in-west-africa.php [consulté le 09/04/2019]

Mondafrique (Kaba Diané S.), *Mali, 3000 djihadistes se jouent de 30000 soldats*, 28/07/2018, https://mondafrique.com/au-mali-3-000-djihadistes-se-jouent-de-30-000-soldats/ [consulté le 04/04/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Lettre datée du 8 août 2018, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali S/2018/581*, 09/08/2018, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1823299.DOC.pdf [consulté le 06/09/2018]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2017/271)*, 30/03/2017, https://reliefweb.int/report/mali/rapport-du-secr-taire-g-n-ral-sur-la-situation-au-mali-s2017271 [consulté le 09/04/2019]

Nations unies, *Conseil de sécurité: en Afrique de l'Ouest et au Sahel, des progrès dans la « consolidation démocratique » fragilisés par une insécurité persistante*, 10/01/2019, https://www.un.org/press/fr/2019/cs13660.doc.htm [consulté le 25/04/2019]

Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Force conjointe du groupe des cinq pays du Sahel S/2018/1006*, 12/11/2018, https://undocs.org/fr/S/2018/1006 [consulté le 15/04/2019]

Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel S/2018/649*, 29/06/2018, http://undocs.org/fr/S/2018/649 [consulté le 11/04/2019]

Niamey et les 2 jours, *Une nouvelle attaque de Boko Haram fait six morts, tous des civils, dans la région de Diffa*, 04/02/2019, https://www.niameyetles2jours.com/la-gestion-publique/securite/0402-3435-une-nouvelle-attaque-de-boko-haram-fait-six-morts-tous-des-civils-dans-la-region-de-diffa [consulté le 11/04/2019]

Niger Express (Amadou H.), *Niger OCHA: quelque 107 tués et 97 blessés en 2018 dans 206 ''incidents sécuritaires' en 2018*, 10/02/2019, http://nigerexpress.info/2019/02/10/niger-ocha-quelque-107-tues-et-97-blesses-en-2018-dans-206-incidents-securitaires-en-2018/ [consulté le 24/04/2019]

Niger Focus, *Niger : L'état d'urgence est prorogé dans les zones frappées par le terrorisme*, 15/06/2018, http://www.nigerfocus.com/niger-letat-est-proroge-dans-les-zones-frappees-par-le-terrorisme/ [consulté le 29/03/2019]

Opex360 (Lagneau L.), *L'État islamique dans le grand Sahara revendique l'attentat qui a blessé 3 soldats français au Mali*, 13/01/2018, http://www.opex360.com/2018/01/13/letat-islamique-grand-sahara-revendique-lattentat-a-blesse-3-soldats-francais-mali/ [consulté le 09/04/2019]

Opex360 (Lagneau L.), *Les Nations unies sont préoccupées par un « possible resserrement » des liens entre les groupes jihadistes en Afrique de l'Ouest*, 07/07/2018, http://www.opex360.com/2018/07/07/nations-unies-preoccupees-possible-resserrement-liens-entre-groupes-jihadistes-afrique-de-louest/ [consulté le 09/04/2019]

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *Le Niger. Plan de réponse humanitaire 2019*, 2019, http://www.google.be/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=5&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwimydrp3fzhAhW1qHEKHYdDDbgQFjAEegQIBBAC&url=http%3A%2F%2Fwww.fao.org%2F3%2Fca3207fr%2Fca3207fr.pdf&usg=AOvVaw1UKO596h2iEj8oXNRtP36Z [consulté le 24/04/2019]

Panapress, *Niger : Allégement des horaires du couvre-feu suite à une protestation de la population*, 18/04/2019, https://www.panapress.com/Niger-Allegement-des-horaires-du-a_630584427-lang1-free_news.html [consulté le 02/05/2019]

Parti communiste français (PCF), *Note – La situation au Sahel*, s.d., http://international.pcf.fr/111392 [consulté le 01/04/2019]

Présidence de la République du Niger, *Bilan Axe 2 : assurer la sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national*, 2018, https://www.presidence.ne/bilan-axe-2 [consulté le 04/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Accord signé pour l'armement des drones américains au Niger*, 02/12/2017, http://www.rfi.fr/afrique/20171202-accord-signe-armement-drones-americains-niger [consulté le 04/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Attaque contre des Peuls au Niger: «des victimes innocentes se font massacrer»*, 20/05/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180520-attaque-peuls-niger-victimes-innocentes-aboubacar-diallo-eleveurs-mali [consulté le 25/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Au Niger, Mahamadou Issoufou remporte la présidentielle*, 14/03/2011, http://www.rfi.fr/afrique/20110314-niger-mahamadou-issoufou-remporte-presientielle [consulté le 01/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Confronté à des enlèvements, le Niger sécurise sa frontière avec le Nigéria*, 26/08/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180826-confronte-enlevements-le-niger-securise-frontiere-le-nigeria [consulté le 09/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Le CICR s'inquiète d'une situation explosive à la frontière du Niger et du Mali*, 04/05/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180504-le-cicr-s-inquiete-une-situation-explosive-frontiere-entre-le-niger-le-mali [consulté le 09/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Le Niger lance un programme d'amnistie pour les déserteurs de Boko Haram*, 29/12/2016, http://www.rfi.fr/afrique/20161229-niger-amnistie-combattant-boko-haram-programme [consulté le 09/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Le Niger veut de l'aide face aux conséquences du conflit libyen*, 20/09/2011, http://www.rfi.fr/afrique/20110920-libye-dissemination-armes [consulté le 01/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Niger: attentat près d'un camp de réfugiés dans la zone de Diffa*, 18/02/2019, http://www.rfi.fr/afrique/20190218-niger-attentat-pres-camp-refugies-zone-diffa [consulté le 11/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Niger: des écoles fermées et déplacées à cause du terrorisme*, 23/12/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20181223-niger-jihadisme-boko-haram-diffa [consulté le 02/05/2019]

Radio France internationale (RFI), *Niger: l'armée riposte à une attaque meurtrière de Boko Haram*, 17/02/2019, http://www.rfi.fr/afrique/20190217-niger-armee-riposte-une-attaque-meurtriere-boko-haram [consulté le 11/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Niger: le président Mahamadou Issoufou réélu avec 92,4% des voix*, 22/03/2016, http://www.rfi.fr/afrique/20160322-niger-elections-presidentielles-president-chef-etat-mahamadou-issoufou-reelu-9249-v [consulté le 29/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *Niger: multiplication des enlèvements dans les régions du lac Tchad et de Maradi*, 07/09/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180907-niger-multiplication-enlevements-lac-tchad-maradi [consulté le 09/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Niger: nouvelle attaque de Boko Haram dans la région de Bosso*, 30/01/2019, http://www.rfi.fr/afrique/20190130-niger-nouvelle-attaque-boko-haram-region-bosso [consulté le 11/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Niger: qui sont les «bandits armés» qui sévissent aux frontières du pays ?*, 11/06/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180611-niger-tchad-libye-soudan-elements-armes-bandits-rebelles-soudanais-tchadiens [consulté le 04/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Niger: sept gendarmes tués dans une attaque de Boko Haram*, 09/03/2019, http://www.rfi.fr/afrique/20190309-niger-sept-gendarmes-tues-une-attaque-boko-haram [consulté le 11/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Niger: triple explosion meurtrière à Diffa, près de la frontière nigériane*, 05/06/2019, http://www.rfi.fr/afrique/20180605-niger-triple-explosion-meurtriere-diffa-frontiere-nigeria [consulté le 11/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Niger: une loi pour protéger les déplacés*, 08/12/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20181208-niger-loi-proteger-deplaces-laouan-magagi [consulté le 30/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Sécurité: accord de coopération entre le Tchad, le Soudan, la Libye et le Niger*, 02/06/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180602-securite-accord-cooperation-entre-le-tchad-le-soudan-libye-le-niger [consulté le 09/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Y-a-t-il une scission au sein du groupe Boko Haram?*, 22/06/2016, http://www.rfi.fr/afrique/20160622-y-il-scission-sein-groupe-boko-haram-etat-islamique-abubakar-shekau [consulté le 09/04/2019]

Radio télévision belge francophone (RTBF), *Niger: 10 soldats tués et 4 disparus dans une attaque de Boko Haram*, 02/07/2018, https://www.rtbf.be/info/monde/detail_niger-10-soldats-tues-et-4-disparus-dans-une-attaque-de-boko-haram?id=9961602 [consulté le 29/04/2019]

République du Niger, Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, *Projet d'appui au processus de la décentralisation (PAPD)*, 2015, https://www.decentralisation-niger.org/index.php/regions/subdivisions [consulté le 11/04/2019]

République du Niger, région de Tillaberi, *Plan de développement régional 2016-2020*, 01/2016, http://ptfdecentralisationniger.org/data/uploads/pdr-2016-2020/pdr-tillaberi-2016-2020.pdf [consulté le 24/04/2019]

République française, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, *Présentation du Niger*, 18/04/2018, https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/niger/presentation-du-niger/ [consulté le 01/04/2019]

Réseau International, *Niger: Manifestations monstres contre la présence des bases militaires étrangères*, 27/02/2018, https://reseauinternational.net/niger-manifestations-monstres-contre-la-presence-des-bases-militaires-etrangeres/ [consulté le 24/04/2019]

Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP), *Bulletin de suivi de la situation sécuritaire au Niger*, s.d., http://www.wanep.org/wanep/files/2018/Jun/Niger_-Situation_tracking_Avril-Mai_2018-attaque_armee.pdf [consulté le 30/04/2019]

Sahel Intelligence (Powelton F.), *Niger : plusieurs morts à Torodi*, 17/12/2018, http://sahel-intelligence.com/12668-niger-plusieurs-morts-a-torodi.html [consulté le 11/04/2019]

Samarew, *Niger : 17 morts après l'attaque contre la communauté peulh de Agay*, 20/05/2018, https://samarew.com/niger-17-morts-apres-lattaque-contre-communaute-peulh-de-agay/ [consulté le 25/04/2019]

SlateAfrique, *Boko Haram reprend les attaques dans le sud-est du Niger, 9 morts*, 05/06/2018, http://www.slateafrique.com/861077/boko-haram-reprend-les-attaques-dans-le-sud-est-du-niger-9-morts [consulté le 09/04/2019]

Small Arms Survey (de Tessières S.), *At the crossroads of Sahelian conflicts. Insecurity, Terrorism and Arms Trafficking in Niger*, 01/2018, http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/U-Reports/SAS-SANA-Report-Niger.pdf [consulté le 04/04/2019]

Small Arms Survey [site web], s.d., http://www.smallarmssurvey.org/about-us/mission.html [consulté le 01/04/2019]

The Defense Post, *US gives control center to Niger for Boko Haram operations*, 04/02/2019, https://thedefensepost.com/2019/02/04/us-niger-boko-haram-operation-center/ [consulté le 04/04/2019]

The International Security Sector Advisory Team (ISSAT) [site web], 2019, https://issat.dcaf.ch/ISSAT [consulté le 01/04/2019]

The International Security Sector Advisory Team (ISSAT), *Note d'information de l'ISSAT sur la réforme du secteur de la sécurité au Niger*, 05/10/2018, https://issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library/Country-Profiles/Note-d-information-de-l-ISSAT-sur-La-reforme-du-secteur-de-la-securite-au-Niger [consulté le 04/04/2019]

The New Humanitarian (Offner F.), *Alliances mouvantes et menaces croissantes : les principaux groupes insurgés du Sahel*, 19/02/2018, http://www.thenewhumanitarian.org/fr/analyses/2018/02/19/alliances-mouvantes-et-menaces-croissantes-les-principaux-groupes-insurges-du [consulté le 09/04/2019]

United States Department of State (USDOS), *Country Reports on Human Rights Practices for 2018. Niger*, 03/2019, http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2018&dlid=288995 [consulté le 01/04/2019]

Voice of America (VOA), *Des groupes djihadistes veulent s'implanter dans l'ouest au Niger*, 06/11/2018, https://www.voaafrique.com/a/niger-des-groupes-djihadistes-veulent-s-implanter-dans-l-ouest/4646403.html [consulté le 11/04/2019]

Voice of America (VOA), *Niger. Situation sécuritaire « volatile » dans le sud-est et l'ouest, selon l'ONU*, 08/02/2019, https://www.voaafrique.com/a/niger-situation-sécuritaire-volatile-dans-le-sud-est-et-l-ouest/4778614.html [consulté le 24/04/2019]

Voice of America (VOA), *Trois gendarmes tués dans une nouvelle attaque au nord de Niamey*, 13/03/2018, https://www.voaafrique.com/a/trois-gendarmes-tues-dans-une-nouvelle-attaque-au-nord-de-niamey/4296331.html [consulté le 09/04/2019]

Voice of America (VOA), *Un douanier tué dans une attaque « terroriste » au Niger*, 02/12/2018, https://www.voaafrique.com/a/un-douanier-tu%C3%A9-dans-une-attaque-terroriste-au-niger/4683369.html [consulté le 11/04/2019]

Xinhua via French People, *Niger : prorogation de l'état d'urgence de trois mois dans l'Est et l'Ouest du pays*, 15/06/2019, http://french.peopledaily.com.cn/Afrique/n3/2019/0615/c96852-9588142.html [consulté le 19/06/2019]

Wikipedia, *Daech*, s.d., https://fr.wiktionary.org/wiki/Daech [consulté le 11/04/2019]